1er-15 JUILLET 1956 BI-MENSUEL 8e Année (Nouvelle Série) N° 155

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ETUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS 8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

Editorial : Khrouchtchev « anticommuniste systématique » ? 1
MORVAN DUHAMEL. — Le 22 juin 1941, c'est à nouveau l'U.R.S.S. qui attaqua la Finlande 3
Visite de « parlementaires » soviétiques en Suède 5
JOHN CLEWS. — Les gisements d'uranium dans le bloc soviétique 6
I. LAZAREVITCH. — Aspects actuels du problème paysan en U.R.S.S. 7
La démocratie britannique organise sa sécurité contre le communisme 9
Le P.C. belge et la déstalinisation 11
Les pays baltes en 1956 13
L'action communiste au Cachemire .. 14
Agriculture et industrie dans les terres soviétiques lointaines 16
Bibliographie : *La doctrine militaire soviétique,* par R. Garthoff. - *Guerilla et contre-guerilla,* par le général G. Aubry Dixon 17
Actualités d'Est en Ouest 19

Khrouchtchev, "anticommuniste systématique" ?

GRACE au State Department, le rapport lu par Khrouchtchev le 25 février 1956 à la séance secrète du XXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. est maintenant connu en Occident, et à la portée de tous. Le **New York Times** et l'**Observer** en ont donné le texte ; le **Manchester Guardian** l'a publié en brochure. En France, la direction du **Monde** a compris qu'elle ne pouvait pas se dérober à ce devoir, et la traduction du rapport fournie par **United Press** a paru dans ses colonnes du 6 au 18 juin. D'autre part, diverses initiatives ont déjà été prises pour assurer la plus large diffusion possible à ce document unique. On ne saurait trop s'en féliciter.

Il est trop tôt encore pour se livrer à une critique minutieuse du rapport. Peut-être le texte parvenu au State Department n'est-il encore qu'une version édulcorée à l'usage des partis « frères » (1). Il est possible aussi que, pour des raisons de politique internationale, des coupures aient été faites à Washington. On se gardera bien, par ailleurs, de prendre pour argent comptant toutes les affirmations de Khrouchtchev, à qui il arrive d'utiliser, en fait d'histoire aussi, des méthodes très staliniennes. Mais toutes ces réserves ne portent que sur des détails, si importants soient-ils. Le document n'est pas seulement authentique : il est véridique. Staline y est présenté à peu près « tel qu'en lui-même ». Khrouchtchev a dit aux cadres du P.C. de l'U.R.S.S., et le State Department a dit au monde : « Voilà l'homme qu'il était. »

On permettra bien aux hommes qui, groupés autour de ce bulletin, poursuivent depuis huit ans un effort d'éclaircissement que certains d'entre eux avaient entrepris voici plus de vingt-cinq années (2), d'exprimer en cette occasion un sentiment de fierté

(1) L'exemplaire connu dans le monde libre vient, semble-t-il, de Berlin-Est.

(2) Nous pensons spécialement ici à Boris Souvarine, dont la clairvoyante lucidité et le courage tranquille reçoivent la plus éclatante récompense. Rarement, l'œuvre d'un homme — l'œuvre de toute une vie — bâtie souvent dans la solitude et l'hostilité des sots ou des valets, aura-t-elle adhéré plus totalement à la réalité.

collective. Khrouchtchev a confirmé en tous points ce qu'ils n'ont cessé de dire ou d'écrire sur Staline et sur le régime soviétique. Khrouchtchev a confirmé que l'arbitraire illimité régnait en U.R.S.S., et que ce pouvoir sans précédent dans l'histoire était exercé par un despote monstrueux, à demi fou, en proie aux sombres imaginations de la manie de la persécution, et prenant plaisir à torturer ses victimes et à répandre le sang.

Khrouchtchev a confirmé que, sans l'ombre d'une preuve, Staline a fait mettre à mort, après les avoir fait torturer, par centaines et par milliers, des hommes entièrement dévoués au parti communiste et à lui-même, qu'il a déporté des nations entières, qu'il a sur les mains le sang d'innocents par millions. Khrouchtchev a confirmé qu'ajoutant la folie des grandeurs et une vanité poussée jusqu'au délire à sa manie de la persécution, Staline s'était fait attribuer mensongèrement d'immenses mérites, une supériorité géniale dans tous les travaux de la guerre et de la paix. Oui, Khrouchtchev a tout confirmé de ce qui fut écrit ici, les détails aussi bien que les grandes lignes. Et sans doute n'y aurait-il pas pour son rapport de meilleur titre que celui que Boris Souvarine écrivit en tête du supplément à notre numéro 98 (16-30 novembre 1953) : **Un Caligula à Moscou.**

Or, que de fois n'avons-nous pas entendu dénoncer ou railler notre « anticommunisme systématique », notre manque d'objectivité, notre incapacité à nous élever au-dessus des slogans de la propagande la plus vulgaire. Il ne servait à rien d'accumuler les documents, de multiplier les preuves. Tout cela, paraît-il, sentait le parti pris. Les grands journaux étaient trop souvent fermés à ceux qui tentaient d'y faire publier des thèses analogues aux nôtres. Quant aux hommes politiques, dont, il est vrai, les meilleurs se fient plus aux improvisations brillantes qu'au travail sérieux, ils se gardaient bien de tenir compte de nos informations, trouvant plus facile de concevoir la politique de la France à l'égard de l'Union Soviétique à peu près de la même façon que s'ils avaient eu en face d'eux à Moscou un démocrate de 1900.

Cela est écrit, qu'on veuille bien le croire, sans la moindre amertume. Mais nous avons bien le droit, forts de la confirmation que nous apporte le rapport Khrouchtchev, de nous tourner vers ceux qui, avec des moyens infiniment supérieurs aux nôtres, ont, comme nous, choisis pour métier et pour mission d'informer l'opinion, d'instruire et de guider, et qui ont présenté de Staline et de l'U.R.S.S., pendant des dizaines d'années, l'image la plus mensongère. Laissons ceux qui furent les complices conscients de ce mensonge qui nous a tant coûté : ils devraient relever de la justice. Mais à ceux qui, par obéissance à une fausse philosophie de l'histoire, par paresse, par peur, par manque d'esprit critique, par complaisance, ont répété à satiété les mensonges de la propagande communiste, y apportant quelquefois la caution de noms célèbres, n'avons-nous pas le droit de demander qu'ils fassent des excuses à ceux qu'ils ont trompés, et que, pour eux-mêmes d'abord, puis publiquement pour leurs lecteurs, ils analysent les raisons qui les ont conduits à se faire les complices inconscients de la pire imposture. Il n'est jamais agréable, mais il n'est non plus jamais déshonorant, de reconnaître que l'on s'est trompé, si lourde et si longue qu'ait été l'erreur.

Le **Monde** nous permettra de nous adresser tout particulièrement à lui. Il occupe, dans le pays, une place exceptionnelle, et cette place impose à ceux qui ont la responsabilité de sa rédaction des devoirs d'autant plus impérieux que leur journal n'est pas tout à fait leur création ni leur œuvre. Arrivés à la succession morale et matérielle du **Temps** en un moment révolutionnaire, c'est par une espèce de décret à demi tacite de la nation qu'ils ont été investis de la mission de donner une information sérieuse aux cent ou deux cent mille personnes qui, en France, ont besoin, dans l'intérêt même du pays, d'avoir une connaissance exacte des événements, une explication des faits qui ne soit infléchie ou déformée par aucun intérêt idéologique, par aucun calcul politique. Moralement, le **Monde** a quelque chose d'une entreprise nationale et, politiquement, il devrait être géré comme tel. M. Beuve-Méry — démarquant peut-être un mot de Sainte-Beuve — a parlé un jour, pour le condamner, du « journalisme industriel ». Il sent donc bien que sa fonction devrait être exercée à peu près dans le même esprit qu'un professorat.

Or, sur tout ce qui concerne l'Union Soviétique et le mouvement communiste en France et à l'étranger, les informations du **Monde** et ses analyses ont un tel accent que nous avons pu parler un jour de lui comme d'un auxiliaire du communisme, et le succès qu'a rencontré la brochure que nous avions publiée sous ce titre, nous a montré que nous n'étions pas les seuls à éprouver cette impression. Que M. Beuve-Mery prenne la peine de faire rechercher dans les archives du journal l'ensemble de ce qui fut publié dans les colonnes du **Monde** sur Staline, sur sa personne et sur son œuvre : il n'est pas possible qu'en le confrontant au rapport Khrouchtchev il n'en soit pas atterré. Il n'est même pas besoin qu'il remonte plus haut que le 7 avril 1956. Le **Monde** qui porte cette date ne publiait-il pas, sous la signature de son « spécialiste » attitré des affaires soviétiques, un article intitulé : **« M. Khrouchtchev ne semble pas avoir tenu les propos qu'on lui prête »**, où l'on pouvait lire : **« Sur la foi de quelques dépêches et de certains commentaires de journalistes à l'imagination débordante, les Français ont été, dès le début, trompés sur le sens et la portée de la destalinisation en U.R.S.S. depuis le XXe Congrès du Parti,** etc. » Certes, une erreur, même grossière, est toujours possible, et elle est toujours excusable si elle est corrigée. Mais lorsque les erreurs se répètent pendant des années sans être jamais rectifiées, lorsqu'elles vont toujours dans le même sens — qui est ici de présenter la politique soviétique sous un jour favorable — on n'a peut-être pas le droit d'aller jusqu'à parler de déformation systématique de la vérité, mais du moins on peut parler d'une déformation profonde de l'esprit, devenu incapable de voir les faits autrement que sous un jour qui les fausse. Et c'est tout aussi grave.

L'occasion est offerte aujourd'hui à tant de spécialistes égarés de revenir à une connaissance et à une interprétation plus exactes des affaires soviétiques. On jugera de leur caractère et de leurs intentions à la manière dont ils sauront la saisir. Nous espérons, quant à nous, que M. Beuve-Mery comprendra qu'il ne s'honorerait point s'il gardait personnellement le silence sur le démenti que le rapport Khrouchtchev apporte à tant d'articles du **Monde.**

EST & OUEST.

Le 22 juin 1941, c'est à nouveau l'U.R.S.S. qui attaqua la Finlande

C'EST une opinion très répandue qu'en 1941, au moment où l'Allemagne ouvrit les hostilités contre l'Union soviétique, la Finlande se rendit coupable de la même agression. Elle désirait « récupérer les territoires perdus en 1940 », ajoute-t-on parfois. Le colonel Chabanier notamment, à l'occasion d'une étude par ailleurs excellente parue dans la *Revue de Défense nationale* (juin 1956) sous le titre « *La Baltique et les Etats riverains* », reprend cette thèse et écrit : « *...la Finlande... le* 25 *juin* 1941 *déclara la guerre à l'U.R.S.S.* » (*)

Assurément, lors du traité de paix signé le 10 février 1947 entre les Alliés et la Finlande, celle-ci fut astreinte à reconnaître « *sa part de responsabilité dans cette guerre* » et à se donner comme l'agresseur. Mais il ne s'agit là que d'une humiliation, parmi tant d'autres, que les Alliés infligèrent à la petite nation vaincue, et si la Finlande ne protesta jamais par la suite, c'est pour des raisons qu'on devine aisément.

Les préliminaires de l'agression

Il importe de rétablir la vérité, et bien que le gouvernement finlandais ne puisse encore aujourd'hui la faire savoir officiellement, il est du devoir de ceux qui la connaissent de la dire publiquement : en juin 1941, l'agresseur fut l'Union soviétique, et lorsque les canons finlandais ouvrirent le feu, ce fut pour répondre à cette agression.

Lorsqu'à la suite de la guerre d'hiver, la Finlande eut accepté les conditions de paix à la fois dures et humiliantes que lui imposèrent les dirigeants soviétiques, on put croire qu'une ère de paix allait s'ouvrir entre les deux pays : les revendications territoriales et autres de l'U.R.S.S. étaient largement satisfaites et le conflit qui avait embrasé le continent semblait devoir détourner les préoccupations soviétiques. Il n'en fut rien. L'U.R.S.S. entendit traiter la Finlande comme un demi-satellite.

Peu après le retour de la paix, en 1940, le gouvernement finlandais proposa à ceux de la Suède et de la Norvège la conclusion d'une « alliance nordique défensive ». Stockholm et Oslo accueillirent favorablement cette proposition. Le Kremlin s'y opposa, s'appuyant sur l'article 3 du traité de paix qui stipulait que chacune des parties contractantes s'engageait à renoncer à conclure des alliances ou à entrer dans des coalitions dirigées contre l'autre.

En juin 1940, les trois pays baltes étaient occupés militairement par l'Armée rouge et annexés à l'U.R.S.S. Le même mois, la Finlande recevait notification d'une première revendication soviétique : toutes les installations évacuées de Hanko par les Finlandais lors de la cession de cette base à l'U.R.S.S. (1), aussi bien celles de l'Etat que celles des particuliers, devaient être restituées. Puis, le 23 juin, nouvelle exigence : la concession des mines de nickel de Petsamo devait ou bien être remise à l'U.R.S.S., ou bien passer de la société britannique Mond Nickel Company à une société dont le capital serait réparti à parts égales entre la Finlande et l'U.R.S.S. Selon une déclaration de Molotov, les Russes « *ne s'intéressaient pas tant au minerai qu'au territoire lui-même, avec son nickel, pour l'avenir* » (2). Le 27 juin, l'U.R.S.S. réclamait que les îles d'Aland soient démilitarisées ou fortifiées en commun par les deux Etats. Presque en même temps, on apprit que l'avion finlandais *Kaleva*, tombé en mer entre Tallin et Helsinki, le 14 juin, avait été abattu par deux appareils soviétiques, et qu'un sous-marin russe avait recueilli les bagages de l'avion, négligeant les passagers qui périrent tous. Au nombre de ceux-ci, un courrier diplomatique français dont la valise fit partie du butin (3). En juillet, l'U.R.S.S. exigea le droit de faire circuler des trains russes sur le territoire finlandais.

Le gouvernement finlandais ne put qu'accéder à ces revendications, de même qu'à celle, formulée peu après, qui exigeait la démission de Väinö Tanner, ministre des Finances. Il ne put même pas protester contre les nombreux survols du territoire finlandais par des appareils militaires soviétiques.

Toujours vers la même époque, en août 1940, le gouvernement finlandais fut saisi de la part de l'Allemagne d'une demande d'autorisation pour le transit de ravitaillement et le passage de permissionnaires et de malades allemands par le territoire finlandais. L'Allemagne était alliée à l'Union soviétique. Le gouvernement finlandais ne put refuser l'autorisation.

En novembre suivant, Molotov vint à Berlin. On connaît maintenant (4) les propos qu'y tint le ministre soviétique : le pacte conclu l'année précédente entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. avait été exécuté à l'exception d'un seul point : la Finlande; le gouvernement soviétique s'estimait autorisé à « *liquider et régler définitivement la question finlandaise* ». Fort heureusement pour la Finlande, l'accord ne put se faire et l'U.R.S.S. dut différer son projet.

En décembre, lors de l'élection à la présidence de la République finlandaise, nouvelle ingérence soviétique : Moscou désigna nommément quatre personnes dont l'élection à la présidence constituerait « un acte inamical » envers l'U.R.S.S. A la fin du même mois, l'U.R.S.S. prit la décision de dénoncer le traité de commerce en vigueur avec la Finlande et de cesser ses livraisons, sous le prétexte que la Finlande n'avait pas exécuté

(*) L'erreur du colonel Chabanier est dans une certaine mesure excusable puisque plusieurs spécialistes des pays nordiques l'ont commise avant lui. En particulier, M. Pierre Jeannin, agrégé de l'Université, écrit dans son *Histoire des pays scandinaves* (Collection « Que sais-je ? ») : « *En Finlande... la guerre germano-russe apparaît comme l'occasion d'une revanche justifiée. A la faveur des succès allemands, l'armée finnoise réoccupe les territoires perdus...* » (p. 121).

(1) La presqu'île de Hanko, située au sud-ouest du pays, à l'entrée du golfe de Finlande, avait dû être cédée à bail pour trente ans à l'U.R.S.S., moyennant une redevance annuelle de 8 millions de marks finlandais, lors du Traité de Moscou mettant fin à la Guerre d'Hiver, le 12 mars 1940.

(2) Cité par le maréchal Mannerheim dans ses *Mémoires*, p. 304 (Hachette, Paris, 1952).

(3) On eut confirmation de cette agression deux ans plus tard, l'un des officiers du sous-marin soviétique ayant été fait prisonnier. C'est pour mettre la main sur la valise diplomatique française que les Russes abattirent l'avion finlandais. Elle fut remise au large à un navire venu tout exprès de Kronstadt.

(4) *Nazi-Soviet Relations*, 1939-1940, Washington, 1948.

toutes les stipulations du traité. Le gouvernement finlandais dut se tourner vers l'Allemagne, si bien que 90 % des importations finlandaises s'effectua par ce pays, que ce soit pour le charbon, l'essence, le cuir, les textiles, le caoutchouc ou les céréales (250.000 tonnes par an).

Le maréchal Mannerheim, dans ses *Mémoires*, nous donne quelques précisions supplémentaires: « *Durant l'automne et l'hiver, l'espionnage soviétique prit une extension inquiétante. Les déclarations des agents bolcheviks arrêtés concordaient toutes sur le fait que les préparatifs de guerre contre la Finlande battaient leur plein. La presse et la radio soviétiques se livraient à une violente campagne anti-finlandaise qui s'en prenait surtout à de prétendus abus en Finlande, en établissant des comparaisons avec les mirifiques conditions de vie dans l'Estonie bolchevisée. La société* Les Amis de l'U.R.S.S. *faisait de son mieux pour préparer le terrain finlandais fort coriace, avec le soutien actif de la légation soviétique. Le personnel de celle-ci et des consulats augmentait sans cesse, et il compta bientôt un grand nombre d'individus parlant finnois qui parcouraient sans cesse le pays et montraient une curiosité particulière pour les régions interdites* » (5).

On a dit qu'à cette époque et au cours des premiers mois de 1941, des contacts s'établirent entre des personnalités militaires de Finlande et d'Allemagne, et qu'un plan de campagne contre l'U.R.S.S. fut dressé (6). En réalité, le 25 mai 1941, une délégation finlandaise, composée du chef d'Etat-major, le général Heinrichs, et de quelques officiers supérieurs, rendit visite au feld-maréchal Keitel et au général Jodl qui l'avait invitée « *pour recueillir des informations sur la situation* ». Ceux-ci lui proposèrent une collaboration militaire contre l'U.R.S.S., mais la délégation finlandaise fit preuve de la plus extrême prudence : elle n'avait pas qualité pour entreprendre une telle discussion, la Finlande entendait demeurer neutre et ne prendrait les armes que contre une agression s'il s'en produisait une nouvelle; alors seulement on pourrait discuter d'une collaboration militaire germano-finlandaise. Ces réponses furent jugées tellement peu encourageantes que les chefs militaires allemands ne donnèrent pas suite à leur projet (communiqué à la délégation finlandaise) d'envoyer un émissaire allemand à Helsinki pour s'informer des intentions du gouvernement et du haut-commandement. Une nouvelle tentative allemande eut lieu le 10 juin, par l'intermédiaire du colonel Buschenhagen qui fit le voyage d'Helsinki, mais la réponse fut la même : « *La Finlande était bien décidée à rester neutre, tant qu'elle ne serait pas l'objet d'une agression* » (7).

L'agression

Le 22 juin, les Allemands passèrent à l'attaque contre l'U.R.S.S. Malgré la proclamation de Hitler affirmant de façon ambiguë que les troupes finlandaises et allemandes, sur le littoral de l'Océan Glacial, se tenaient côte à côte pour défendre le sol finlandais, l'armée finlandaise demeura l'arme au pied (ce passage de la proclamation était apparemment une tentative pour placer le gouvernement finlandais devant le fait accompli).

Néanmoins, le 22 juin au matin, « *les Russes lancèrent une série d'attaques, bombardant des objectifs purement finlandais... A 7 h. 55, les batteries russes de Hanko entrèrent en action. A Petsamo, un bateau fut mitraillé et les Russes ouvrirent aussi le feu par-dessus la frontière* » (8).

Le Ministère des Affaires étrangères finlandais adressa aussitôt à ses représentants à l'étranger, ainsi qu'aux gouvernements de Moscou et de Berlin, un télégramme affirmant que la Finlande se proposait de rester neutre, mais qu'elle se défendrait si l'U.R.S.S. l'attaquait — déclaration renouvelée deux jours plus tard par les légations finlandaises. Si bien que la Wilhelmstrasse, dans une conférence de presse tenue le 24 juin, annonça qu'« *on n'était pas au clair sur l'attitude adoptée par la Finlande et qu'en conséquence, on la considérait comme neutre* ».

Et M. Antony Eden, devant le Parlement britannique, déclara de son côté que la Grande-Bretagne considérait la Finlande comme neutre et qu'à sa connaissance, aucun changement n'était intervenu dans les relations finno-soviétique.

Le 23 juin, Molotov convoqua le ministre de Finlande à Moscou et accusa les Finlandais d'avoir ouvert le feu contre Hanko et survolé Léningrad. Il pria le ministre de Finlande de s'informer auprès de son gouvernement si la Finlande entendait rester neutre. Mais les autorités soviétiques retardèrent l'envoi du télégramme du ministre finlandais, puis coupèrent les communications télégraphiques, si bien que la liaison ne put être établie avec Helsinki.

Pendant ce temps, l'agression se développait. Le 25, l'aviation soviétique bombardait dix villes de la Finlande centrale et méridionale, dont Helsinki, ainsi que plusieurs centres industriels. Vingt-six de ses appareils furent abattus ce seul jour, ce qui atteste la violence des raids. Les pertes en vies humaines furent élevées du côté finlandais. Simultanément, à la frontière, les Russes ouvrirent un feu d'artillerie et d'infanterie.

Le maréchal Mannerheim note : comme ces actions étaient dirigées « *contre des objectifs exclusivement finlandais et contre des régions où ne se trouvaient pas de troupes allemandes, il était évident que l'U.R.S.S. avait ouvert les hostilités* » (9).

Néanmoins, si les troupes finlandaises furent invitées à répondre au feu, elles reçurent l'interdiction de franchir la frontière. Ce n'est que le 28 juin, soit six jours après le déclenchement des hostilités, que cette interdiction fut levée.

Il ne manqua pas à l'époque, en Finlande, de personnalités diverses pour se réjouir de la reprise de la guerre. L'humiliation éprouvée l'année précédente en est certes la cause. Certains même proposaient que les armées finlandaises poussent jusqu'à Léningrad...

Mais un tel état d'esprit n'était partagé ni par le gouvernement, ni par les chefs militaires. Cela ressort notamment des ordres qui furent donnés dès le début des hostilités de ne pas bombarder Léningrad ou toute autre ville soviétique et de se borner à reconquérir les territoires perdus. Ces ordres furent ponctuellement exécutés et jamais transgressés pendant toute la durée du conflit.

MORVAN DUHAMEL.

---

(5) Mannerheim, *op. cité*, p. 314.

(6) Ces données se trouvent notamment dans G. Gafenco : « *Préliminaires de la Guerre à l'Est* », p. 117 (Fribourg, 1944) et dans A. Rossi, « *Deux ans d'Alliance germano-soviétique* », p. 196 (Paris, 1949). Elles reposent en grande partie sur les témoignages donnés en captivité russe par le général Buschenhagen, mais ne correspondent pas à la réalité. Elles sont réfutées notamment par le maréchal Mannerheim (*op. cit.*) et le général Heinrichs, à l'époque chef d'Etat-major de l'armée finlandaise.

(7) Mannerheim, *op. cit.*, p. 322.

(8) *Ibid*, p. 324.

(9) *Ibid.*, p. 325.

Visite de "parlementaires" soviétiques en Suède

La presse libérale proteste contre la présence parmi les invités de « très grands criminels selon la loi suédoise »

EN Suède, comme ailleurs, l'heure est au tourisme politique avec l'Est. Il y a quelques mois, M. Tage Erlander, premier ministre, se rendait en U.R.S.S., accompagné du ministre de l'Intérieur, Hedlund. Le moins qu'on puisse dire est que ce voyage n'apporta rien à la Suède. La délégation suédoise eut même quelques difficultés lors de la rédaction du communiqué final : les Soviétiques voulaient à toute force s'engager à « soutenir » la neutralité suédoise. Leurs interlocuteurs demandèrent que Moscou se contentât de la « respecter ». On se mit d'accord sur l'expression « respecter comme par le passé », ce qui ne manque pas de sel, puisqu'il y a quelques années seulement, le gouvernement de Stockholm accusa à plusieurs reprises celui de Moscou de ne pas respecter la neutralité suédoise, et notamment d'abattre des avions suédois...

Puis, c'est une délégation de « parlementaires » soviétiques qui est venue en Suède, pour une dizaine de jours. Autant le voyage de M. Erlander avait soulevé de réserves ironiques, autant l'arrivée de cette délégation a provoqué un fort mécontentement général, y compris dans le Parti social-démocrate.

C'est autour de la question balte que s'est cristallisé ce mécontentement. Les Suédois n'ont jamais admis l'annexion par l'U.R.S.S. des trois Etats baltes, et ils ont ouvert toutes grandes les portes de leur pays aux réfugiés de ces pays. Il existe en Suède un Comité Balte qui se charge de les recevoir, de les aider et, dans la mesure de ses moyens, de défendre les intérêts des trois Etats. Le Comité compte à sa tête des personnalités de tous les partis.

Le 6 mai, veille de l'arrivée de la délégation soviétique, une lettre ouverte fut envoyée au président du Parlement et aux journaux, signée de hautes personnalités baltes. Il y était dit que les « parlementaires » soviétiques n'avaient rien de commun avec leurs collègues suédois, que cette visite ne manquerait pas d'avoir un effet déprimant sur les populations annexées par l'U.R.S.S. et que les membres de la délégation soviétique appelés « députés » de la Lithuanie, de l'Estonie et de la Lettonie, n'avaient aucune qualité pour représenter ces pays. Suivait une longue liste de parlementaires baltes connus dans les Pays du Nord pour avoir, entre autres, participé à des réunions de l'Union Interparlementaire et qui ont été arrêtés, tués ou déportés en U.R.S.S. après l'annexion.

Le quotidien libéral *Dagens Nyheter* de Stockholm souligna de son côté, le 7 mai, que « *parmi les invités, figure Ivan Käbin* (1), *un des Russes d'origine estonienne qui arriva dans les fourgons de l'armée russe d'occupation et qui prit une part active à la fin de l'indépendance estonienne, multipliant les arrestations et déportations; un traître letton* (2) *que les Russes ont récompensé par de hautes fonctions, participe lui aussi à ce voyage. Ces hommes, qui sont de très grands criminels selon la loi suédoise et la conception suédoise du droit, sont présents. Par contre, ceux que les Suédois ont salués jadis comme les représentants des libres pays baltes, ceux qui se sont appelés et s'appellent encore les représentants du peuple dans le sens où on l'entend pour les députés suédois, ceux-là sont absents...* »

Le 12 mai, le Comité Balte organisait à Stockholm une grande réunion publique de protestation, avec la participation d'orateurs émanant de tous les partis. *Le Dagens Nyheter* du 14 mai écrivit à cette occasion :

« *Le thème principal de ces discours fut le droit et le devoir de dire la vérité. Ture Nerman rappela que la social-démocratie suédoise mit un jour son point d'honneur à attaquer la tyrannie, même au moment où la Suède officielle trouvait opportun de recevoir des visites, de signer des traités d'amitié et se répandre en gestes de courtoisie ; il rappela particulièrement les discours tenus par Hjalmar Branting et ses camarades de Parti lors de la visite du Tsar en 1909... Il est, disait Branting, « tragique que nous laissions nos consciences suivre les voies diplomatiques ». Même quand autrefois les représentants du Ministère des Affaires Etrangères et les ministres se sentaient obligés de traiter des canailles comme d'honnêtes gens, l'ensemble des députés et la presse ne se croyaient pas tenus de se plier à ces conventions...* »

Ces propos ont d'autant plus de valeur qu'ils émanent d'une personnalité influente du Parti social-démocrate, en même temps écrivain politique renommé dans les pays nordiques.

La délégation soviétique a quitté la Suède après une visite de dix jours. Aucune des difficultés qui subsistent entre la Suède et l'Est n'est aplanie. En particulier, les Russes n'ont toujours pas libéré Raoul Wallenberg, ce diplomate suédois fait prisonnier par eux à Vienne en 1945. Mais qu'importe puisque maintenant, les « parlementaires » soviétiques sont reçus à Stockholm comme s'ils étaient de véritables parlementaires!

---

(1) Käbin appelé naguère le « fils fidèle de Staline » prénommé tout d'abord Johannès, est né il y a cinquante ans, en Estonie septentrionale, mais à l'âge de 5 ans, il partit avec sa famille pour la Russie. On changea son prénom en celui d'Ivan. A 20 ans, il entra dans une école du Parti à Léningrad, puis devint fonctionnaire. Il suivit ensuite de nouveaux cours et fut nommé professeur de marxisme-léninisme à Moscou. Lorsque les Russes occupèrent les Etats baltes en 1940, ils présentèrent Käbin, acte de naissance à l'appui, comme un citoyen estonien, en dépit de son accent russe très prononcé lorsqu'il s'exprime en estonien. Il s'enfuit en Russie lors de l'occupation allemande, mais revint en Estonie en 1944 et pendant cinq années, fut responsable de la collectivisation des terres — et de la déportation de dizaines de mililers de petits paysans. A la suite de l'épuration d'un certain nombre de communistes estoniens, Käbin devint le dirigeant le plus en vue du pays. Il ne semble pas que son autorité ait diminué ces dernières années.

(2) Il s'agit de Karlis Voltmanis, dont les Baltes exilés en Suède disent qu'il fut « porté à la tête des syndicats lettons par les baïonnettes russes ». Comme Käbin, Voltmanis, lors de son séjour en Suède était présenté comme représentant du peuple balte. Il n'en est rien, comme Käbin, c'est une « personnalité importée » de Russie. D'ailleurs Voltmanis n'a jamais été citoyen letton. Né et élevé en Russie, fonctionnaire du Parti, il fut un jour de 1945 nommé à la Direction des syndicats lettons, poste qu'il occupe encore présentement.

Les gisements d'uranium dans le bloc soviétique

Les savants atomiques occidentaux qui viennent de rentrer de Moscou où ils ont assisté à une conférence sur la science nucléaire, ont compris les buts du Kremlin. Ils sont revenus pleins d'admiration pour les progrès accomplis par la science nucléaire soviétique dans un domaine où l'Occident se croyait imbattable. Il est indispensable que les hommes politiques occidentaux empêchent que cet étonnement devant les révélations de Moscou ne tourne en découragement, car c'est ce que les Russes espéraient lorsqu'ils invitèrent des savants qui ont une propension à juger des choses techniquement plutôt que politiquement.

Mais ne commettons pas l'erreur d'exagérer dans le sens contraire : ne nous imaginons pas que si les Russes ont pu tirer de leur puissance atomique un énorme effet de propagande, cela signifie qu'ils ne sont pas aussi puissants qu'ils en ont l'air. Dans un domaine au moins, ils sont très forts, et, ce qui est plus important, ils se suffisent à eux-mêmes et même au delà : ils possèdent des ressources considérables en matières premières nucléaires et ces ressources sont encore loin d'être entièrement exploitées.

Jusqu'à présent on a beaucoup parlé des gisements d'uranium du Sinkiang, bien qu'ils n'aient jamais été systématiquement décrits. Mais en dehors de la Chine, il existe dans le bloc soviétique un grand nombre de gisements d'uranium et de thorium qu'il est possible de localiser pays par pays.

U.R.S.S.

Il existe deux gisements dans la RSS d'Uzbekistan, le premier, près du village de Taboshar, à 80 km au sud-ouest de Tachkent, et le second dans les monts Tyuya-Muyun à 55 km d'Andishan. Un autre gisement riche se trouve près du village de Slyudyanka, sur les bords du lac Baïkal, à 125 km au sud-ouest d'Irkoutsk. On signale d'autres gisements à Fergana, en Turkmenie, en Carélie et dans la région de la Mer Blanche. Il y a du minerai de thorium dans le Daghestan, à Gornaya Shoriya, près de Stalinsk et dans les monts Pamir.

TCHECOSLOVAQUIE

Les plus importants gisements connus en dehors de l'U.R.S.S. se trouvent à Joachymov au nord-est de Prague. Joachymov est connu comme un centre de « travail correctif » : parmi les usines de ce complexe, citons Prokop, Barbora, Leznice, Svatopluk, Osmicka, Sedmicka, Jedenactka, Medzianka et Kovary. De nouveaux puits ont été ouverts dans la région de Pribram en Bohème centrale ; on prévoit également l'exploitation de mines d'uranium dans la région d'Obry Dul, près de Pec, au pied des montagnes Snezka.

ALLEMAGNE DE L'EST

Les deux principales zones d'uranium se trouvent dans l'Erzegebirge en Saxe et en Thuringe orientale. Tous les gisements font partie de la Wismut A.-G., sous contrôle soviétique. Alors qu'une grosse part des minerais de Joachymov sont de bonne qualité, 25 % seulement des mines exploitées par la Wismut A.G. contiennent des minerais de première ou seconde qualité. Les Monts Harz ont été complètement prospectés et il semble qu'on y ait trouvé des minerais radioactifs. Il est toutefois probable que les forages n'eurent lieu qu'à titre expérimental et qu'on n'envisage pas leur développement dans un avenir immédiat.

La Wismut A.G. exploite un certain nombre de mines à la frontière tchécoslovaque et certaines galeries s'enfoncent même sous le territoire tchécoslovaque à Johanngeorgenstadt et dans les environs; on croit cependant que les réserves n'en sont pas très considérables.

POLOGNE

Les gisements polonais sont concentrés en Basse-Silésie; les puits les plus riches se trouvent dans les régions de Walbrzych et Jelenia Gora. Il existe d'autres mines à Julianow, Ladekejklodzko. Dans la région de Klodzko, des prospections géologiques se poursuivent depuis deux ans à Slupiec, Nowa Ruda, Ludwikowice Klodzkie et Dragoslaw...

BULGARIE

Les principaux gisements de Bulgarie sont dans la région de Buhovo, à 24 kilomètres à l'est de Sofia. Naguère humble village, Buhovo est aujourd'hui une ville moderne, plus vaste que sa voisine Novojeltsi. Il existe un autre gisement d'uranium près d'Ihtiman, et on en signale un autre encore à Burgas, près du port de Jtalin.

HONGRIE

Des gisements d'uranium ont été découverts récemment dans les monts Velence et Mecsek, près de Pecs. A la suite de cela, le gouvernement hongrois accorda à Moscou, en été 1955, des droits exclusifs sur les gisements d'uranium de Hongrie.

ROUMANIE

Il existe des mines d'uranium dans les régions de Derna-Tatroj et de Baita, en Transylvanie, à Beica dans le Banat, dans la région de Turnul Severin et dans la chaîne de montagnes de Munti Apuseni. Les gisements de Turnul Severin furent découverts par des géologues soviétiques en 1954.

***

En ce qui concerne l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, rappelons que leurs ressources d'uranium se trouvent directement sous contrôle soviétique, grâce aux Compagnies mixtes, qui sont toujours sous l'administration des Soviets. Un contrôle soviétique similaire existe en Pologne et en Tchécoslovaquie.

Mais ceci ne signifie pas nécessairement que les Soviets retirent tout le minerai d'uranium d'Europe orientale. Ce fut le cas au début, mais maintenant l'U.R.S.S. possède suffisamment de minerais à l'intérieur de ses frontières.

Elle s'approvisionne encore de minerai à très haute teneur en Roumanie, mais le reste est employé sur place. Voilà pourquoi tous les pays d'Europe orientale ont pu se lancer dans d'ambitieux programmes de recherche et de développement atomiques : l'équipement vient de Russie et les matières premières proviennent du sol national.

JOHN CLEWS.

Aspects actuels du problème paysan en U.R.S.S.

La question paysanne demeure, sur le plan économique, la principale source de difficultés pour le gouvernement soviétique — et les mesures qu'il a prises depuis quelques mois dans ce domaine ne sont qu'une nouvelle série de tentatives pour essayer de stimuler la production agricole.

On assiste, en effet, sur certains points à une importante révision du statut des kolkhoziens. Jusqu'à présent, on le sait, l'année se terminait pour les paysans, en automne, après les récoltes. Durant les mois précédents, ils ne recevaient pratiquement rien pour leur travail. C'est à l'automne que le kolkhoze procédait à la répartition entre ses membres des revenus (en argent et en produits agricoles) qui restaient à la collectivité une fois remplies les diverses obligations légales.

A la vérité et depuis bien longtemps, le kolkhozien ne recevait à peu près rien à l'automne; bien plus, la plupart des kolkhozes restaient endettés envers l'Etat. La presse le cachait évidemment : N'a-t-on pas parlé, dans certains journaux et même au XIXe Congrès du Parti, de « kolkhozes millionnaires » ?...

Il y a du nouveau; pendant l'été 1955, la presse soviétique a commencé à décrire la situation misérable des kolkhozes, signalant que bien souvent et depuis de nombreuses années les kolkhoziens ne recevaient rien pour leurs « *troudodien* » (unité qui sert à évaluer le travail effectué et peut être inférieure ou bien supérieure à une journée). Les journaux s'apercevaient qu'une pareille situation ne pouvait durer.

C'est ainsi que la revue *Octiabre* (1956, n° 1) écrivait : « *Après la guerre, le taux du troudodien kolkhozien à la Rousskaïa Bouïlovka et dans tous les districts de Pavlovsk était vraiment bas, ce qui poussait évidemment les gens à rechercher des revenus à côté. Le pire est que ces « à côté » devenaient souvent le revenu principal...*

« *...Si le kolkhozien faisait* 500 *troudodiens (que souhaiter de mieux!) il ne touchait pour ce travail qu'une bagatelle. Alors il lui fallait ruser, chercher à se débrouiller. Il ne faisait donc que le minimum réglementaire de troudodiens, ce qui lui rapportait dans le meilleur des cas un quintal de grains et une somme de* 100 *roubles, après quoi il s'en allait à la recherche d'un travail supplémentaire et c'est ainsi qu'il arrivait à joindre les deux bouts. Quant au kolkhoze, il souffrait du défaut de main-d'œuvre.* »

Mesures nouvelles

Ces jugements sévères étaient justifiés par le besoin de vanter des améliorations récentes, à savoir des avances mensuelles en espèces et en nature que doit recevoir chaque kolkhozien. Il semble que l'initiative de cette mesure ait été prise par certains kolkhozes désireux — à leurs risques et périls — de stimuler le zèle du personnel.

Depuis 1954, ont été nommés à la tête des kolkhozes des membres du Parti venus de postes industriels ou administratifs. Ces anciens fonctionaires ou directeurs d'usine (qui sont appelés « *tridzatityssiatchniki* » — ce qui veut dire qu'ils sont 30.000 [1]) ont été mis à la tête de kolkhozes agrandis aux branches d'activité multiples qui exigent de leurs directeurs des qualités de chefs et aussi une expérience agricole et économique poussée.

Ces directeurs de kolkhozes (surtout ceux qui venaient des usines) essayèrent d'appliquer à leur personnel une discipline industrielle, mais la main-d'œuvre n'était pas en nombre suffisant, de sorte qu'il fallait stimuler le bon-vouloir de chacun. Pour cela, il était nécessaire de donner une valeur réelle au troudodien. Selon la revue *Octiabre*, « *même les années de bonnes récoltes, le kolkhoze ne distribuait pas, en août, plus d'un kilo de grain pour un troudodien* ». C'était évidemment très insuffisant.

Le 20 janvier 1956, alors que se préparait le XXe Congrès, la *Pravda* écrivait : « *Pour réaliser le sixième plan quinquennal... Il faut par tous les moyens raffermir la discipline dans les kolkhozes et augmenter la productivité. C'est pourquoi il importe d'abord de réglementer la rémunération du travail et d'élever le salaire des travailleurs kolkhoziens. En suivant l'exemple des kolkhozes « avancés », il faut distribuer des avances régulières aux membres des coopératives agricoles afin de stimuler la productivité.* »

Quant à la revue *Kommunist* (n° 1, 1956), elle expliquait : « *Rendre plus important l'intérêt de chaque employé pour le résultat de son travail constitue l'un des principes fondamentaux de l'organisation de la production socialiste.* »

La même revue montrait comment était répartis en 1954 les revenus d'un kolkhoze de la région de Moscou :

« *En* 1954, *ses recettes ont été de* 1.094.855 *roubles. Sur cette somme,* 110.701 *roubles seulement ont été consacrés au paiement des troudodiens.* » Ce même kolkhoze payait d'autre part 430.000 roubles à des travailleurs venus du dehors, alors que 18 % des employés valides du kolkhoze ne s'étaient pas acquittés du minimum de troudodiens. 400.000 roubles allaient enfin à l'achat de nourriture pour le bétail; ce kolkhoze qui cultivait 1.309 hectares, n'était pas capable de produire le fourrage dont il avait besoin.

« *La distribution des revenus en espèces, surtout à la fin de l'année, ne stimule pas suffisamment l'activité laborieuse des kolkhoziens* », écrivait encore la revue *Kommunist*, « *et l'article « e » du paragraphe* 12 *du statut de la coopérative agricole est périmé.* »

Des mesures nouvelles semblaient donc, de l'avis général, indispensables. Ont-elles été prises?

On peut le penser. *Kommunist* écrit : « *Ces dernières années a été instaurée la pratique des avances mensuelles aux kolkhoziens sur les troudodiens effectués. Ces avances sont alimentées par les revenus du kolkhoze dans tous les secteurs de son budget.* »

Le nombre de kolkhozes dans lesquels on pratique cette sorte d'avance semble en augmentation continuelle. La presse soviétique cite quelques chiffres : un kolkhoze riche aurait versé une avance de 6 à 7 roubles sur le troudodien,

(1) Notons que Khrouchtchev, dans son rapport public au XXe Congrès a parlé seulement de 20.000 (« Des villes, on a envoyé plus de 20.000 communistes dans les campagnes, en les recommandant pour les postes de président de kolkhozes »).

ainsi que des produits agricoles (*Litératournaïa Gazeta*, 20 mars 1956). Il est question ailleurs de 4,5 roubles + 1/2 kilo de pommes de terre et des céréales, « pas moins que l'année dernière » (*Litératournaïa Gazeta*, 10 avril 1956). Enfin, le même journal cite, le 28 avril 1956, le chiffre de 4 roubles, 3 kg de céréales et 1/2 kg de légumes par troudodien.

Quelle que soit l'importance de ces avances, c'est leur principe qui est intéressant. Jusqu'ici la rémunération du travail kolkhozien était à ce point aléatoire qu'elle pouvait souvent être considérée comme nulle, le travail kolkhozien étant une sorte de redevance à l'Etat autorisant le paysan à posséder une petite parcelle pour son usage familial.

L'U.R.S.S. lutte férocement depuis un quart de siècle contre cette persistance d'un ultime vestige de propriété individuelle. Si, aujourd'hui, des avances sont accordées aux travailleurs kolkhoziens, c'est en réalité pour mieux éliminer les petits lopins de terre, et transformer le kolkhozien en salarié.

Vers une collectivisation totale

Les *Izvestia* du 11 janvier 1956 ont déclenché l'offensive dans un article émanant de deux présidents de kolkhoze du territoire de Krasnodar (Kouban) : « *Durant les premières années des kolkhozes, la parcelle individuelle d'un demi-hectare et même dans certains districts le lopin d'un hectare se justifiaient parfaitement. Chez nous, par exemple, dans le Kouban, on distribua aux familles de kolkhoziens pour leur usage personnel des parcelles allant de 0,25 à 0,70 hectare. D'où une répercussion dans le travail collectif des brigades.* »

Mais, que faut-il entendre par « famille », ajoutent les auteurs de cet article? Bien souvent, une seule personne travaille au kolkhoze et les autres à l'extérieur; celle qui travaille au kolkhoze n'est pas toujours la plus utile de la famille. Dans tous les cas, la parcelle autorisée est de même importance, ce qui provoque un mécontentement légitime de la part des foyers dans lesquels chaque membre de la famille travaille au kolkhoze .

Le 10 mars, soit deux mois plus tard, tous les quotidiens soviétiques publiaient en première page le texte des dispositions prises par le C.C. du Parti et le Conseil des ministres d'U.R.S.S. concernant le statut des coopératives agricoles. Ces dispositions apportent au statut des modifications et des additions dans un certain nombre de cas :

« *La superficie des parcelles pour les foyers kolkhoziens doit être fonction de la participation des membres valides de la famille agricole au travail collectif, afin que les familles dont les membres valides ne prennent pas à l'économie collective une part suffisante n'aient droit qu'à des parcelles plus petites...*

« ... *En outre, il ne faut pas tolérer l'augmentation de la superficie des terrains occupés par des lopins familiaux pris sur les terrains collectifs du kolkhoze; il faut au contraire tendre à réduire leur surface car il sera plus utile d'utiliser les terres dans l'exploitation collective en raison de l'existence de nombreuses machines dans les stations de machines et de tracteurs, et finalement les kolkhoziens en retireront un plus grand profit...*

« ... *Le nombre minimum de troudodiens doit être fixé en considération de la nécessité de fournir du travail à l'exploitation collective. Il faut en toutes circonstances mettre en avant le principe de l'intérêt matériel des kolkhoziens dans le développement de l'exploitation, en exhortant les kolkhoziens à mieux travailler; il faut faire des avances mensuelles aux kolkhoziens en considérant ces avances comme un important stimulant de la productivité et en constituant dans ce but des fonds en espèces et en nature.* »

Depuis la nouvelle réglementation du 10 mars 1956, l'ancien statut des kolkhozes — en vigueur depuis 1935 — n'est plus valable. Désormais, chaque kolkhoze peut élaborer son statut :

« *Le statut de la coopérative agricole, avec les corrections, modifications et additions qui y seront apportées, adopté par l'Assemblée générale des kolkhoziens et enregistré par le Comité exécutif du Soviet du district, constitue la base légale du kolkhoze et est obligatoirement accepté pour tous ses membres.* »

Il n'y a plus, par conséquent, un statut unique dans l'U.R.S.S. tout entière mais un statut particulier à chaque kolkhoze.

Le Ministère de l'Agriculture espère, en revanche, que l'assemblée du personnel de chaque kolkhoze pourra priver de leur parcelle les familles dont les membres ne travaillent pas assez activement à l'exploitation collective.

Jusqu'ici, les décisions prises par les assemblées de kolkhoziens pouvaient être cassées par les autorités locales. La disposition du 10 mars modifie cette clause :

« *Le Comité central du Parti communiste et le Conseil des ministres d'U.R.S.S. considèrent qu'il est injuste que soient cassées par les comités exécutifs des Soviets de district, sans l'assentiment des membres des coopératives agricoles, les décisions des assemblées de kolkhoziens relatives à l'exclusion de membres des coopératives, à la diminution des lopins individuels ou à toutes autres questions...*

« ... *Il aurait été préférable que les plaintes des kolkhoziens, au sujet des exclusions de kolkhozes ou de la diminution des lopins, qui arrivaient devant les Comités exécutifs des districts, fussent encore une fois discutées par l'assemblée générale des kolkhoziens dont la décision eût cette fois été définitive.* »

⁂

Après avoir fait connaître la nouvelle réglementation du 10 mars, la presse soviétique parla longuement de l'accueil chaleureux qui lui était fait par tous les kolkhoziens; elle ne tarda pas à annoncer les premières exclusions envisagées.

Puis, subitement, il ne fut plus question de tout cela. C'était l'époque où la presse d'Europe occidentale publiait la nouvelle des émeutes de Géorgie et du fameux discours de Khrouchtchev prononcé à huis clos.

A quoi était dû ce silence Les circonstances de la politique étrangère exigeaient-elles que l'U.R.S.S. ne semblât pas, à ce moment là, vouloir détruire l'économie personnelle des paysans, ou ses derniers vestiges?

Toujours est-il qu'aujourd'hui, le sujet est à nouveau abordé, de temps en temps, dans la presse soviétique.

Les avances mensuelles suffiront-elles à donner à l'agriculteur kolkhozien plus d'ardeur au travail, donc à améliorer le rendement de l'agriculture soviétique? Cette question est sans doute l'une de celles qui déterminent la solidité du régime.

I. LAZAREVITCH.

La démocratie britannique organise sa sécurité contre le communisme

Le 23 novembre 1955, le Premier ministre de Grande-Bretagne informait la Chambre des Communes de la réunion d'une Conférence des Conseillers privés *dont la tâche était « d'examiner les mesures de sécurité actuellement appliquées dans les administrations publiques et d'étudier l'opportunité de précautions nouvelles ». Six jours plus tard, il déclarait que si certaines des mesures que conseillerait la Conférence pouvaient être rendues publiques, elles seraient portées à la connaissance du Parlement.*

La Conférence qui réunissait le lord-président du Conseil privé, le lord-chancelier (président de de la Chambre des Lords), le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, lord Jowitt, M. H. Morrison (Levisham South), M. G.R. Strauss (Vauxhall) et le secrétaire permanent du Trésor, a présenté son rapport au début de l'année, et le gouvernement, après avoir examiné les recommandations qui y sont contenues, a fait publier un résumé de ce texte dans un Livre blanc *remis au Parlement en mars dernier.*

Ce sont de très larges extraits de ce Livre blanc *(qui a été peu répandu en France) que nos lecteurs trouveront ici. Nous sommes certains qu'ils attacheront comme nous un intérêt tout particulier à sa lecture : l'Angleterre est la mère des démocraties, le pays où les libertés individuelles sont respectées avec le plus de soin. On verra, dans ce texte, qu'il en a coûté beaucoup aux conseillers privés de préconiser certaines mesures, comme au gouvernement de les prendre, car elles vont à l'encontre du libéralisme traditionnel. Mais, en présence des communistes, c'est-à-dire d'adversaires qui ne jouent pas le jeu et qui ne respectent rien, pas même la parole d'honneur qu'ils donnent, il faut recourir à des moyens exceptionnels pour défendre les libertés, et l'Etat qui en est le garant.*

Ce n'est pas un des moindres méfaits du communisme que, destructeur des libertés quand il est vainqueur, il force ceux qui en sont les défenseurs à en restreindre l'exercice pour l'empêcher de vaincre.

Le rapport examine en premier lieu la nature des risques auxquels l'Angleterre doit aujourd'hui faire face en matière de sécurité. Alors qu'autrefois l'espionnage au profit de puissances étrangères était confié à des agents professionnels, aujourd'hui, le risque principal est constitué par des communistes et d'autres personnes qui, pour une raison ou une autre, sont soumises à l'influence communiste. L'allégeance communiste prime toute loyauté envers son propre pays et entraîne la conviction qu'il est normal de transmettre des informations secrètes au parti communiste ou à une puissance étrangère communiste. Et le danger ne réside pas seulement chez les membres, avoués ou cachés, du parti, mais s'étend aux sympathisants communistes.

Il fut un temps où l'idéologie fasciste présentait, elle aussi, des risques considérables pour la sécurité. Bien qu'aujourd'hui le communisme représente le risque principal, les mesures de sécurité instituées en 1948 continueront à être dirigées à la fois contre le communisme et contre le fascisme. Pour des raisons de clarté et de brièveté, le terme « communisme » employé dans ce livre couvre à la fois le communisme et le fascisme.

Un des principaux problèmes que pose aujourd'hui la sécurité consiste à identifier les membres du Parti communiste britannique, à être informé de ses activités et à identifier l'organisation plus large que constituent les sympathisants communistes — ou soumis à des pressions de la part des communistes — et présentant un danger pour la sécurité. Il faut veiller ensuite à ce que des informations secrètes ne soient pas remises à des personnes qui, pour des motifs idéologiques ou autres, sont susceptibles de les trahir.

Le gouvernement de Sa Majesté est d'accord avec cet examen général et sa politique consistera toujours à empêcher des personnes de ce genre d'avoir accès à des informations secrètes.

Mesures de sécurité

Outre cet examen de caractère général dont il n'a été donné qu'un bref aperçu, la conférence a procédé à un examen détaillé des mesures de sécurité du gouvernement. La conclusion principale est que ces mesures n'ont, organiquement rien de mal ou d'illogique. Elle fait toutefois certaines recommandations, dans le but de renforcer le système à certains égards. Le gouvernement se propose de mettre en pratique toutes recommandations émises par la conférence.

Le rapport de la conférence traite des administrations publiques en général; mais la conférence admet implicitement que dans certains départements de l'Administration — notamment les affaires étrangères, la défense et l'organisation de l'énergie atomique, le besoin de strictes mesures de sécurité se fait sentir plus qu'ailleurs. Le gouvernement de Sa Majesté admet cette façon de voir.

Une partie de recommandations de la conférence traite de ce qu'on pourrait appeler la relation entre les risques courus par la sécurité et les défauts de caractère ou de conduite. La conférence reconnaît qu'il faut accorder aujourd'hui une grande importance aux défauts de caractère en tant que facteur susceptible de rendre un homme indigne de confiance, de l'exposer au chantage ou à l'influence d'agents étrangers. Il y a donc un devoir de s'informer des manquements graves tels que ébriété, toxicomanie, homosexualité ou tout autre relâchement de mœurs.

On éprouve une aversion naturelle à remettre des rapports défavorables sur des collègues et rien ne serait pire que d'encourager les racontars ou les bavardages malveillants. Néanmoins, il s'impose d'inculquer non seulement aux chefs de service, mais à tous les fonctionnaires supérieurs qu'il est de leur devoir de connaître leurs employés et qu'il ne peuvent manquer à remettre un rapport sur tout ce qui touche à la sécurité. Ceci s'applique aux indications qui permettraient de supposer qu'un individu fait partie d'une organisation communiste ou sympathisante, comme à tout défaut ou manquement sérieux susceptible de menacer la sécurité de la section du service public intéressé. Le gouvernement accepte cette recommandation, mais recon-

naît que les mesures d'application devront être examinées avec soin.

Bien qu'elle s'en tienne à l'aspect de ces défauts de conduite ou de caractère qui intéressent la sécurité, la conférence est également d'avis que dans certains cas particuliers ou dans certains services publics un défaut de caractère peut être un facteur suffisant pour renvoyer un individu ou le déplacer.

La conférence recommande aussi qu'il soit admis que le fait — pour un fonctionnaire d'un service public — d'être communiste n'empêche pas seulement qu'on l'emploie à des travaux secrets, mais peut également avoir, dans certains services, un effet défavorable sur ses perspectives de promotion.

La conférence ajoute une série de recommandations sur les risques que présentent certaines personnes dont on ne peut prouver qu'elles soient elles-mêmes membres du Parti communiste, mais dont on possède cependant des preuves de leurs sympathies pour le Parti communiste ou des rapports étroits qu'elles entretiennent avec lui.

La conférence est d'avis que, pour trancher ces cas limites il est préférable de faire pencher la balance dans le sens de la meilleure garantie de la sécurité de l'Etat plutôt que dans le sens de la sauvegarde des droits individuels. Elle recommande qu'un individu vivant avec un conjoint communiste ou sympathisant puisse, pour cette seule raison, être déplacé d'un travail secret et que le même principe soit appliqué dans des cas similaires.

La conférence reconnaît que certaines des mesures que l'Etat est amené à prendre pour protéger sa sécurité sont parfois contraires à nos usages traditionnels. Ainsi, pour ne pas mettre en danger des sources d'information, des décisions doivent parfois être prises sans que les preuves à appui puissent être révélées dans tous leurs détails. De même, il est parfois nécessaire de refuser d'engager un homme pour des travaux secrets lorsqu'on ne peut lui trouver un emploi de rechange. Il arrive qu'on ne puisse pas l'engager du tout si, après toutes les investigations, des doutes subsistent sur sa loyauté, même si rien ne peut être retenu contre lui sur la base des critères admis par les tribunaux. La conférence regrette que ces contre-mesures, aussi pénibles qu'elles soient, soient cependant indispensables si l'on veut assurer la sécurité de l'Etat. Elle reconnaît qu'il est également nécessaire de convaincre l'opinion publique que les mesures prises comme la procédure appliquée ne le seront pas sans raison. C'est pourquoi la conférence s'en remet au tribunal — généralement appelé « les trois conseillers » — formé en 1948 pour connaître des appels des fonctionnaires menacés d'être transférés de leurs charges secrètes ou — lorsque le transfert s'avère impossible — menacés de renvoi pour des motifs de sécurité. Cette procédure devrait continuer à être appliquée : toute personne employée par le gouvernement à titre permanent et dont l'emploi serait mis en question en raison de ses rapports ou de ses sympathies communistes pourra y avoir recours.

La conférence recommande également l'extension de la compétence des trois conseillers, de manière à leur permettre de présenter un rapport complet au ministre responsable.

Les mesures nécessaires à l'application de ces recommandations entraîneront des modifications à la procédure actuellement en vigueur. Ces modifications seront portées à la connaissance des associations d'employés qu elles concernent et l'occasion leur sera donnée d'émettre un avis avant que les modifications envisagées n'entrent définitivement en vigueur. C'est pourquoi le *Livre* se borne à indiquer les caractères généraux des décisions prises sur la base de ces recommandations qui peuvent être rendues publiques.

Autres questions

Deux autres questions doivent encore être mentionnées. La première est que la conférence a envisagé de pouvoir confier au gouvernement des pouvoirs statutaires supplémentaires, lui permettant de détenir les suspects ou de les empêcher de quitter le pays.

La conférence souligne que, si un individu peut être arrêté lorsqu'il est soupçonné de vouloir livrer des informations secrètes à une puissance étrangère, il doit être traduit sans retard devant les tribunaux à la suite d'une inculpation précise. Il faut souvent longtemps pour réunir les preuves à l'appui d'une accusation : la conférence écarte toute suggestion d'accorder des pouvoirs permettant de détenir une personne pour une période indéterminée et sans porter d'accusation contre elle, une telle pratique étant contraire aux principes traditionnels de ce pays sur la liberté individuelle et n'ayant aucune chance d'être approuvée en temps de paix par le Parlement. Elle est également arrivée à la conclusion qu'une législation permettant l'arrestation et la détention sans accusation pendant une courte période (disons quinze jours) n'avancerait pas à grand-chose.

La conférence considère aussi que l'on peut se fier au retrait d'un passeport pour empêcher un citoyen britannique de quitter le pays de connivence avec une puissance étrangère.

Pour ces motifs, la conférence recommande qu'aucun pouvoir supplémentaire permettant de détenir des suspects ou de les empêcher de quitter le pays ne soit accordé.

Examinant la deuxième question, la conférence a passé en revue les mesures de sécurité actuellement en vigueur concernant les personnes qui, non employées par le gouvernement, sont liées par contrats secrets avec celui-ci. Il s'agissait de savoir si ces personnes devaient jouir des mêmes droits que les fonctionnaires publics en ce qui concerne le droit de recours devant les trois conseillers.

La conférence reconnaît que c'est là une question délicate, mais est favorable à l'accord de ce droit dans certains cas, après avoir pris les aménagements qui s'imposent. Elle recommande toutefois que cette question soit discutée tout d'abord avec le « *National Joint Advisory Council* ».

Des dispositions sont actuellement prises en vue de l'organisation d'une telle discussion.

« ... De nombreux pays cherchent à se procurer des renseignements sur les affaires des nations étrangères. Il n'y a rien de nouveau à cela ; la différence entre la méthode des Soviets et celle des autres réside dans le fait que les communistes forment une secte où trahir son pays natal pour servir l'utopie communiste devient une pieuse obligation. Les gens atteints de cette peste n'hésitent pas un instant à trahir les secrets de leur pays... »

WINSTON CHURCHILL
aux Communes, le 5 juin 1946.

Le Parti Communiste belge et la "déstalinisation"

Les communistes belges furent les premiers à appliquer le principe de la direction collective. Alors qu'en France ou en Italie, Thorez et Togliatti conservaient l'autorité d'un secrétaire général suivant la formule stalinienne, en Belgique, le XIe Congrès du Parti communiste belge réuni à Vilvorde (faubourg de Bruxelles) en décembre 1954, enlevait Edgard Lallemand du secrétariat général, l'écartait du premier plan de la vie du parti ainsi que ses collaborateurs du secrétariat, Terfve et Borremans, et, comme si c'était encore trop que d'avoir un « premier secrétaire », confiait la direction du parti à un collectif formé de trois secrétaires nationaux, René Beelen, Ernest Burnelle et Gérard Van Moerkerke.

Le marxisme-léninisme

Quand s'ouvrit le XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, rien dans la presse communiste belge n'avait laissé prévoir ce qui allait arriver.

Les premiers comptes rendus du Congrès, auquel le Parti communiste belge était représenté par Burnelle, secrétaire national, Albert de Coninck, membre du Bureau politique, et Bob Wolstyn, membre du Comité central (les trois instances supérieures du parti) ne laissèrent rien transparaître. C'est tout juste si l'on pouvait relever quelques indices de la déstalinisation dans le résumé du rapport de Mikoïan. Toutefois, le nom de Staline ne figurait pas dans l'allocution que Burnelle prononça devant le Congrès pour saluer le Parti communiste de l'U.R.S.S.

Au retour, l'un des meilleurs rédacteurs du *Drapeau Rouge*, Pierre Joye, fut chargé d'expliquer aux militants, dans une série d'articles, les bienfaits de la direction collective et les erreurs qu'avait entraînées le culte de la personnalité, mais on n'y trouvait pas trace du nom de Staline.

Même discrétion, lors de la discussion du rapport devant le C.C. Il semblait qu'on n'osât pas rompre avec les pratiques du passé. Le silence, l'attaque indirecte sur le plan des principes, soit, mais pas la dénonciation personnelle. On entendit même quelques membres du Comité central, *Reuchamps*, de Liège, *Mathieu*, de Huy, *Trifaux*, de Charleroi, réclamer que le parti « *s'oppose aux calomnies adressées par la bourgeoisie à la mémoire de Staline, en rappelant son éminente personnalité de dirigeant révolutionnaire et son œuvre* ». Ils allèrent jusqu'à demander la publication d'une brochure sur ce thème !

Pas plus que les autres délégations étrangères, la délégation belge n'avait été admise à la séance au cours de laquelle Khrouchtchev lut son rapport historique. Les dirigeants furent-ils prévenus avant que la nouvelle ne filtrât grâce aux informations de la presse « bourgeoise » ? Nul ne le sait. En tout cas, la masse des militants ne s'attendait à rien, et tout d'abord refusa de croire à ce qu'on lui annonçait. Heureusement, de Moscou, le correspondant du *Drapeau Rouge* envoya un article « inspiré » qui parut le 19 mars. « *Khrouchtchev avait présenté aux* 1.500 *délégués du Congrès un rapport dans lequel il faisait une analyse approfondie de l'activité du camarade Staline, de ses mérites et de ses erreurs.* »

Après quoi, avec quelques jours de retard, la direction du journal, toujours muette, cita les déclarations de Togliatti, puis, le jour suivant, celles d'Ulbricht. Et, pour réconforter les militants, il fut décidé que plusieurs membres du Comité central iraient parler aux militants des fédérations et des sections. Le thème fut celui que Pierre Joye développait au même moment dans le *Drapeau Rouge*.

« *Nous ne devons jamais perdre de vue tout ce que le mouvement ouvrier doit à Staline, tout ce que celui-ci a apporté à la création du parti bolchevik et à l'élaboration de sa doctrine, tout ce qu'il a donné à la victoire de la Révolution d'Octobre et à la consolidation de l'Etat soviétique.* »

Ou bien :

« *Ce qui nous émeut, c'est le fait que des erreurs très graves aient pu être commises par un homme comme Staline. Car, pour nous tous, le camarade Staline fut le symbole vivant de ce que les communistes respectent et admirent le plus. Il personnifiait pour nous la fidélité indéfectible au prolétariat, la foi dans le socialisme. Il s'identifiait, dans notre esprit, avec les victoires les plus exaltantes des travailleurs soviétiques... Cela n'empêche pas nos camarades communistes soviétiques d'examiner avec le plus grand sang-froid et conscience dans quelle mesure il a commis des erreurs. Nous nous devons de faire preuve du même sang-froid, sans nous laisser impressionner par les criailleries des adversaires. Nous nous devons d'étudier avec le même sérieux que nos camarades soviétiques le font pour le moment les raisons qui amenèrent Staline lui-même à commettre des erreurs et les conséquences néfastes de ces erreurs.* »

Visiblement, on tenait à ménager les transitions, à permettre aux militants, attachés encore au culte de Staline, de passer, sans trop de difficulté, à l'attitude contraire.

La conférence nationale du Parti

Pour bien s'assurer de la cohésion du parti, la direction convoqua pour Pâques une conférence nationale du parti qui s'ouvrit en présence d'Etienne Fajon, du Parti communiste français. Ce fut Burnelle qui fit le rapport au nom du Comité central. Il régla de la sorte la question Staline :

« *Le XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a attiré l'attention du mouvement ouvrier international sur les dangers du culte de la personnalité, sur la violation du principe de direction collective qui a engendré des fautes graves et freiné la marche en avant.*

« *Tout en reconnaissant les grands mérites de Staline, le rôle éminent qu'il a joué dans la révolution, dans la construction du socialisme, dans la dénonciation des traîtres trotskistes, opportunistes de droite et nationalistes bourgeois, dans la défense du territoire soviétique, le Parti communiste de l'Union soviétique souligne les méfaits du culte de la personnalité qui a surgi et s'est développé sur le fond des grandes victoires de l'U.R.S.S., les conséquences de la violation du principe de la direction collective qui avait affaibli la direction du Parti communiste de l'Union soviétique, nui à l'activité créatrice des communistes et des masses, porté atteinte à la démocratie dans le Parti et à la légalité soviétique.*

« *Nous avons pris connaissance des faits reprochés à Staline avec esprit de responsabilité, avec le souci de défendre l'U.R.S.S., de ne pas permettre à l'adversaire de désorienter nos camarades, d'exprimer avec force tout ce que le tournant de l'Union soviétique annonce de prometteur, de puissance, de démocratie, de rayonnement.*

« *Ce n'est pas la première fois que nous serons amenés à serrer les rangs autour de l'Union soviétique devant les campagnes de l'adversaire.* »

Après lui, la question fut pratiquement passée

sous silence par les divers orateurs. Pas un délégué ne prononça le nom de Staline. Quelques-uns réclamèrent une nouvelle tournée des dirigeants et l'édition d'une brochure définissant la nouvelle ligne. Il fut décidé d'autre part que, par le truchement du *Drapeau Rouge*, la direction du Parti répondrait aux questions qui lui seraient posées sur le culte de la personnalité (1).

La tribune libre

Une tribune quotidienne avait été prévue. En fait, le *Drapeau Rouge* ne publia que dans un seul de ses numéros, celui du 15 avril, des réponses aux militants curieux.

« *Nous examinerons aujourd'hui* (sic), *deux questions qui ont ainsi été posées :*

« 1° *Pourquoi a-t-on attendu si longtemps pour dénoncer les erreurs commises par Staline ?*

« 2° *Etait-il opportun de dénoncer ces erreurs publiquement ?* »

Et voici les réponses :

« *Staline est mort le* 5 *mars* 1953. *C'est seulement trois ans plus tard que les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique ont parlé de ses erreurs.*

« *Khrouchtchev et Mikoyan déclarent que* pendant près de vingt ans *le parti n'avait, en fait, pas eu de véritable direction collective. C'est donc des* 1934 *environ que Staline aurait commencé à abuser de son autorité. Pourquoi les dirigeants soviétiques n'ont-ils pas réagi dès ce moment ?*

« *Il y a probablement plusieurs raisons à cela, des raisons de politique générale et aussi, sans doute, des raisons pratiques.*

« *Cela ne signifie pas, notons-le bien, que cette acceptation de violations croissantes à la démocratie dans le parti et à la légalité socialiste n'aient eu des conséquences extrêmement regrettables. Mais ces raisons expliquent peut-être pourquoi les hommes qui dénoncent aujourd'hui les erreurs de Staline n'ont pas voulu — ou n'ont pas pu — parler plus tôt.*

« *Quelles peuvent être ces raisons ?*

« *En tout premier lieu, il faut sans doute tenir compte des difficultés énormes que l'U.R.S.S. eut à surmonter presque sans interruption au cours des trente premières années de son existence.*

« *C'est un fait qu'on oublie un peu vite, aujourd'hui, que l'Union soviétique est devenue une des plus grandes puissances mondiales. Mais, à la mort de Lénine, en* 1924, *le pouvoir soviétique était encore très faible. Entourés de toutes parts de puissances capitalistes hostiles, les dirigeants du parti se trouvaient dans une situation qui, sous bien des aspects, pouvait paraître inextricable : dans un pays arriéré, dépourvu de grande industrie, où la majorité de la population — la paysannerie — n'était pas encore acquise à la construction du socialisme.*

« *Dans son intervention au XXe Congrès, Mikoyan rappelle à ce propos* « à quel point, avant de nous quitter, Lénine était inquiet pour le sort de notre parti et de la révolution. Il craignait avant tout la scission du parti et la rupture de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie ».

« *C'est dans ces conditions, atrocement difficiles, que Staline fut amené à jouer le grand rôle que personne ne songe à lui contester. C'est alors qu'il prit solidement en main le gouvernail et qu'il guida le parti et le peuple soviétique dans la voie qui mène à la victoire. Et c'est pour cela qu'il acquit un tel prestige.*

« *Staline, nous dit-on aujourd'hui, avait néanmoins des défauts.*

« *Lénine le savait et, peu de temps avant sa mort, il avait même mis le Comité central en garde.* « *Staline est trop brutal, avait-il dit, et ce défaut, pleinement supportable entre nous, communistes, devient dangereux au poste de secrétaire général...* » *Pour cela, Lénine avait conseillé de confier cette fonction à quelqu'un de* « *plus attentif envers les camarades* ».

« *A ce moment, le parti était toutefois engagé à fond dans la lutte contre les trotskistes et les déviationnistes de toute espèce, aussi le Comité central décida-t-il, à l'unanimité, de ne pas tenir compte de cette recommandation.*

« *Dans cette lutte décisive contre les éléments trotskistes et boukhariniens qui voulaient engager le parti dans une voie sans issue, c'est Staline qui défendit le mieux les positions léninistes et traduisit le plus correctement les intérêts du parti et du peuple soviétique.* »

Suivait la description des « *réalisations impressionnantes* » dues principalement à Staline. « *Et ces réalisations positives dépassent de cent coudées les erreurs et les fautes qui ont pu être commises.* »

Qui est le responsable de ce long silence ? Béria.

« *Cela signifie-t-il qu'on avait raison de passer sous silence les violations très graves de la légalité socialiste qui se sont produites au cours des dernières années, semble-t-il ? La condamnation d'innocents, notamment ?*

« *Non, certainement.*

« *Mais avant de nous arroger le droit de formuler des opinions tranchantes et définitives sur cet aspect du problème, ne devrions-nous pas nous rappeler dans quelles conditions ces injustices purent se commettre?*

« *Si des mesures de répression non justifiées purent être prises, c'est* avant tout *parce qu'il y avait aussi des mesures de répression* qui se justifiaient.

« *C'est parce que les pays capitalistes envoyèrent* réellement *des espions et des saboteurs en U.R.S.S. que des traîtres et des ambitieux, qui s'étaient introduits dans l'appareil de sécurité de l'Etat, purent arriver à donner une importance excessive à ces organismes dont la nécessité était* réelle, *ne l'oublions pas.*

« *D'après les informations déjà publiées, il semble bien que des gens comme Béria profitèrent de façon machiavélique de ce que Staline manifesta une tendance grandissante à la méfiance, surtout après l'assassinat, en* 1934, *par des conspirateurs contre-révolutionnaires, d'un de ses plus proches collaborateurs, le camarade Kirov.*

« *En fabriquant des accusations mensongères, en montant au besoin de toutes pièces des* « *complots* », *des gens comme Béria faisaient coup double. Ils augmentaient leur propre importance et parvenaient à faire attribuer des pouvoirs excessifs aux organismes de la sécurité de l'Etat, à les soustraire en fait au contrôle du parti. Et, en même temps, en faisant condamner d'honnêtes militants, ils assouvissaient leurs ambitions personnelles, ils écartaient des hommes qui auraient peut-être pu s'opposer à leurs plans.*

« *Tout cela aussi est seulement apparu à la longue. C'est seulement après la mort de Staline que les dirigeants soviétiques eurent la possibilité de démasquer Béria et de prendre des mesures énergiques pour faire respecter la légalité socialiste, pour mettre fin aux méthodes arbitraires de certains organismes de sécurité qui avaient carrément tenté de se placer au-dessus du parti et de l'Etat.* »

A la seconde question. « *Etait-il opportun de dénoncer ces erreurs publiquement ?* », le *Drapeau Rouge* répond par l'affirmative, « *car c'est ainsi que la démocratie véritable, la démocratie socialiste, s'épanouira en Union Soviétique.* »

---

(1) La Conférence fut surtout consacrée à l'examen de la politique d'unité avec les socialistes. Burnelle ne cacha pas sa satisfaction devant les résultats acquis. Suppression des Syndicats Uniques (communistes) et infiltration des membres dans la Fédération Générale du Travail de Belgique (socialiste) ; voyage d'André Renard, secrétaire- adjoint de la F.G.T.B. à Moscou ; futur voyage des leaders du Parti Socialiste Belge en U.R.S.S. ; renforcement de l'action revendicative de la F.G.T.B., etc.

Les pays baltes en 1956

APRÈS la mort de Staline, les gouvernements des pays baltes furent remaniés dans le sens d'une réduction des ministères, et après la chute de Béria, un certain nombre de chefs du Parti et de membres du gouvernement furent épurés. Comment la situation évolua-t-elle depuis lors? Quels furent les effets, dans les pays baltes, de la détente et de la déstalinisation?

ESTONIE

Depuis la mort de Staline, il y a eu peu de changement dans le personnel dirigeant en Estonie. August Jakobson est toujours président du Soviet Suprême, poste qu'il occupe depuis 1950. Ivan Kabin est secrétaire général du P.C. estonien depuis 1950 également. Alexei Müürisepp est premier ministre depuis 1951. Après la chute de Béria, Michel Krassman fut remplacé au Ministère de l'Intérieur par le Major général Juhan Lombak, ancien commissaire estonien de la défense, et Ivan Ossenko — un Russe — laissa le Ministère de la Justice à l'Estonien Valter Kandsalu.

En règle générale, il semble que depuis la mort de Staline la proportion des Estoniens ait augmenté dans l'administration. Toutefois, sur les 126 membres du Soviet Suprême d'Estonie élu en février 1955, on ne comptait que 56 Estoniens authentiques; 22 membres étaient Russes et 47 étaient des Estoniens d'origine qui étaient déjà devenus citoyens soviétiques avant 1939.

Si l'atmosphère politique semble actuellement un peu moins tendue, si les gens parlent plus librement, cela résulte uniquement d'un changement de climat politique, car la législation n'a pas été modifiée.

LETTONIE

En Lettonie, on a pu constater aussi une certaine amélioration des conditions de vie au cours de la période qui suivit immédiatement la mort de Staline. Les prix baissèrent. La critique fut, dans une certaine mesure, permise. Il fut même question de l'insuffisance de cadres nationaux dans les postes gouvernementaux et dans les organes du Parti. L'Ukrainien Kovalchuk fut remplacé au Ministère de l'Intérieur par le Letton Janis Zujans, ancien fonctionaire du M.V.D.

Toutefois, après la chute de Béria, il ne fut plus question de renforcer les « cadres nationaux » dans l'administration et il semble bien que la politique de russification reprit de plus belle. Récemment encore, le 22 novembre 1955, un Russe complètement étranger à la politique lettone fut nommé premier vice-président du Conseil. Sur les cinq vice-présidents, un seul peut être considéré comme Letton (1). Trois des sept représentants de la Lettonie au Soviet Suprême de l'Union, à savoir Vichinsky, Bagramian et Ehrenburg, n'ont même jamais habité la Lettonie.

LITHUANIE

En Lithuanie, il fut question, après la mort de Staline, de « renforcer les cadres nationaux », et un certain nombre de hauts fonctionnaires russes furent remplacés par des Lithuaniens. Citons le vice-président du Conseil Pisaryov, le secrétaire adjoint du P.C. Aronov, le ministre de l'Intérieur Kondakov.

Comme en Lettonie, cette tendance au renforcement des éléments nationaux aux postes dirigeants marqua un temps d'arrêt après la chute de Béria et la politique de russification systématique fut reprise.

Antanas Snieckus, premier secrétaire du P.C. lithuanien depuis 1940, est d'origine lithuanienne. Parmi ses adjoints, on compte un Lithuanien, un Russe élevé en Lithuanie et deux Russes récemment établis en Lithuanie. Sur les 140 membres et suppléants du Comité central du Parti, 92 sont Lithuaniens et 31 sont Russes; les autres sont Juifs, Polonais ou d'origine indéterminée.

Justas Paleckis, le président du Praesidium du Soviet Suprême de Lithuanie depuis le début de l'occupation russe est Lithuanien. Autrefois poète et journaliste, il est membre du Parti depuis 1940.

Mecys Gedvilas, qui est aussi Lithuanien, fut premier ministre de 1940 au 16 janvier 1956. A cette date, il fut remplacé par un communiste. Sur les six vice-présidents du Conseil, deux sont Russes, trois sont d'authentiques Lithuaniens et le dernier est un Lithuanien élevé en Russie.

Le Soviet Suprême élu en février 1955 comprend 143 nouveaux membres sur 209. Sur ces 209 membres, les trois quarts sont Lithuaniens, un sixième seulement sont Russes, mais il faut se souvenir qu'avant la guerre, l'élément russe ne constituait que 5 % de la population de la Lithuanie.

Depuis la mort de Staline, le ministère a été remanié quatre fois. L'actuel ministre de l'Intérieur, A. Gailevicius, exerce ses fonctions conjointement avec le chef de la Sûreté d'Etat, K. Liaudis. Ils sont tous deux Lithuaniens, mais Liaudis a été élevé en U.R.S.S.

Il semble que l'adoucissement du régime qui s'était manifesté après la mort de Staline persiste, mais le régime du travail forcé est toujours en vigueur (2).

⁂

Jusqu'ici, la politique de russification s'est soldée par un échec, tout au moins sur le plan culturel; malgré les pressions de toutes sortes, ni les Lithuaniens, ni les Lettons, ni les Estoniens n'ont adopté le russe, fût-ce même comme seconde langue nationale. Cet état de fait est reconnu par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. Le 5 mars 1955, Radio Vilnius se plaignait que « *le peuple ne possédait pas suffisamment la langue russe* ». De même Radio Riga déclarait, le 15 septembre 1953 que « *même les universitaires ne connaissaient pas le russe comme ils le devraient* ».

Aussi, il semble bien que l'équipe Boulganine-Khrouchtchev ait décidé de changer de méthode, ou tout au moins d'envisager d'une manière différente le problème des nationalités en Union soviétique.

Dans les pays baltes, les mesures de russification ne sont plus aussi spectaculaires que sous Staline. Il semble que les Soviets aient décidé de diminuer la tension à l'intérieur de leurs frontières, afin d'éviter des troubles qui pourraient provoquer une baisse de la production. Toujours est-il que le mouvement de russification s'est fortement ralenti ces derniers temps (3).

On peut considérer que la collectivisation de l'agriculture est à présent achevée dans les trois

(1) *Newsletter from behind the Iron Curtain*, n° 386, décembre 1955.

(2) *The New Leader*, 9 avril 1956.

(3) *The Baltic Review*, n° 5, juin 1955.

pays baltes. Cette collectivisation s'est poursuivie dans une atmosphère de farouche hostilité de la part des paysans, spécialement au cours des années 1948, 1949. Environ 10 % de la population dut être déportée. Les résultats de cette collectivisation de l'agriculture dans les trois pays se sont d'ailleurs révélés désastreux. En Estonie, la production agricole n'atteignait, en 1955, que 55 % de son niveau d'avant-guerre. La situation est la même en Lettonie, où les directeurs de kolkhozes, choisis d'après des critères politiques, n'ont, la plupart du temps, aucune qualification technique. On ne possède aucune statistique de la production agricole en Lithuanie, mais la pénurie de nourriture prouve que, là également, la baisse de la production est importante. Par contre, l'industrie des trois pays s'est considérablement développée depuis la guerre. On estime qu'en Estonie, la production industrielle a augmenté de 1,6 fois depuis 1945. Grâce à l'emploi de matériel moderne et à la hausse périodique des normes de travail, la productivité aurait augmenté de 45 % entre 1951 et 1954. Toutefois, le pouvoir d'achat d'un ouvrier moyen ne représente que 27,9 % de ce qu'il était en 1939.

En Lithuanie et en Lettonie, l'industrie lourde et l'industrie des biens de consommation représente à présent la plus grosse part de la production nationale. Toutefois, la plupart des produits sont exportés vers d'autres régions de l'U.R.S.S. et la population locale n'en profite que dans une très faible mesure. Selon des nouvelles récentes (4), les dirigeants soviétiques s'abstiendraient actuellement d'implanter dans les pays baltes toute nouvelle industrie qui s'avérerait vitale pour l'U.R.S.S.; ils s'efforceraient au contraire de n'y installer que des usines qui, d'une manière ou d'une autre, dépendent de l'Union soviétique.

Ces nouvelles revêtent une signification particulière si on les rapproche de certaines rumeurs selon lesquelles le Kremlin préparerait un nouveau statut pour les pays baltes, qui leur rendrait un semblant d'indépendance...

En l'occurrence, il ne s'agirait que d'une manœuvre des Soviets pour contraindre Londres et Washington qui reconnaissent encore les représentants diplomatiques des pays baltes en exil, à désavouer ces derniers le jour où leur pays acquérerait une prétendue autonomie.

Quoi qu'il en soit, l'avenir ne tardera pas à nous apprendre ce qu'il en est réellement.

(4) *Newsletter from behin the Iron Curtain*, n° 389, mars 1956.

L'action communiste au Cachemire

Les débuts du mouvement communiste au Cachemire (5 millions d'habitants) ne remontent qu'à la veille de la deuxième guerre mondiale. Le P.C. de l'Inde déployait déjà depuis plus de quinze ans son activité mais son influence ne se fit sentir qu'assez tard dans cette région. Ce n'est d'ailleurs que vers 1938-39 que le Parti du Congrès songea à étendre son action au Cachemire, tout comme la Conférence nationale musulmane.

Peu après, les premiers agitateurs communistes firent leur apparition dans ce pays.

Le pacte Hitler-Staline eut des répercussions partout, même aux Indes. Le P.C. indien dut se conformer à la nouvelle consigne de Moscou, c'est-à-dire à considérer comme des ennemis les pays en guerre contre l'Allemagne hitlérienne. Les autorités britanniques arrêtèrent de nombreux dirigeants communistes, mais un certain nombre trouva refuge au Cachemire. Ajoy Ghosh, l'actuel secrétaire général du P.C. de l'Inde, était du nombre. C'était l'époque de la lutte nationale contre les Anglais. Aussi, les chefs communistes, hostiles à la Grande-Bretagne à un double titre, en tant qu'Indiens et en tant que staliniens, trouvèrent assez bon accueil au Cachemire. Leur séjour ne manqua pas de laisser des traces dans la vie politique du pays; c'est de cette époque que date le ralliement de certains leaders politiques au communisme, G.M. Sadiq, par exemple.

Mais, à l'annonce de l'agression allemande contre l'U.R.S.S., la position des communistes indiens changea du tout au tout; au lieu du mot d'ordre « Quittez le pays », qui s'adressait aux Anglais, ils adoptèrent celui de la « guerre populaire »; c'est d'ailleurs le titre qu'ils donnèrent à leur nouveau journal. De ce fait, la solidarité des communistes avec les autres partis politiques indiens fut rompue; par contre, les autorités britanniques montrèrent une large compréhension pour la nouvelle politique communiste.

Toutes les interdictions qui frappaient les communistes furent levées. Cette tactique communiste ouvertement exécutée en Inde proprement dite, fut beaucoup plus discrète au Cachemire; comme les communistes y étaient fort peu nombreux, ils préférèrent ne pas rompre les liens avec le mouvement national, orienté principalement contre les Anglais.

Au cours de la période de 1942 à 1945, le mouvement communiste ne marqua aucun succès notable au Cachemire; il se contenta de noyauter le mouvement national et l'administration, en se rapprochant notamment du cheik Mohammed Abdullah.

Mais, en 1946, le premier ministre Ramchandra Kak ordonna l'arrestation des chefs communistes; certains passèrent à la clandestinité ou s'exilèrent, comme Sadiq qui s'installa à Lahore. Beaucoup d'autres connurent la prison; ils en profitèrent pour organiser des cours d'endoctrinement politique. A ce moment se situe également le voyage au Cachemire du chef communiste anglais, R. Palme Dutt, chargé depuis de nombreuses années de maintenir le contact entre le P.C. d'Angleterre et les partis communistes des possessions britanniques.

L'année 1947 modifia fondamentalement la situation dans l'Inde : le départ des Anglais, la formation des Etats de l'Inde et du Pakistan placèrent le Cachemire dans une position particulière. Un conseil extraordinaire fut formé, dont faisaient partie trois leaders communistes : Sadiq, Qarra, qui avait dirigé le mouvement en son absence. et Dogra. Ce furent les beaux jours des communistes du Cachemire; Sadiq dirigeait l'administration à Srinagar; les fonds de l'Etat étaient à la disposition du parti et ses chefs en profitèrent pour créer deux institutions importantes pour la conquête du pouvoir : « *le front culturel* », grâce auquel ils comptaient mettre la main sur l'éducation et la propagande politiques, et la

Milice qui n'était qu'une variante de l'armée rouge.

En mars 1948, le premier gouvernement du Cachemire vit le jour. Les communistes ne tardèrent pas à se diviser. Une fraction, avec Sadiq et Dogra, opta pour le soutien du gouvernement, et même la participation ministérielle, alors qu'une autre, dirigée par Qarra, préconisait l'opposition. Les deux fractions ayant juré de leur fidélité au communisme international et leur soumission au P.C. de l'Inde, celui-ci dépêcha un de ses dirigeants, Dhanwantri, pour réconcilier les deux groupes. Il s'acquitta de sa mission avec succès, car, lors de la formation du gouvernement du Cachemire, sur huit membres, les communistes en comptèrent quatre, parmi lesquels leur chef Sadiq.

La formation du gouvernement coïncidait avec un « tournant » important dans la tactique du mouvement communiste en Asie. L'ordre de l'insurrection armée fut donné aux partis communistes du sud-est asiatique; en quelques mois des rébellions éclatèrent un peu partout : dans l'Inde, en Malaisie, au Népal, en Indonésie, aux Philippines, etc. Nehru fut soumis à la double attaque des communistes indiens et de Moscou. A l'intérieur, il se défendit contre les communistes par une politique de répression, à l'extérieur, il dut regarder, impuissant, le déferlement de la propagande soviéto-communiste qui le dépeignait comme le valet de l'impérialisme anglo-américain.

Mais les communistes du Cachemire durent également modifier leur tactique ; l'hostilité à Nehru et à l'Inde devint l'impératif numéro 1. C'est de cette époque que date la propagande des communistes en faveur de l'indépendance du Cachemire et leur refus d'envisager son incorporation dans l'Inde. Lorsque l'Assemblée constituante du Cachemire se réunit, trois tendances s'y manifestèrent : les Musulmans, favorables au Pakistan ; le groupe Pasoudi-Bakhshi d'orientation pro-indienne et le centre, dont faisait partie les communistes. Grâce aux efforts personnels du Cheik Abdullah, le leader communiste Sadiq fut élu président de l'Assemblée Constituante.

Tournant du P.C. du Cachemire

En 1952, le Cheik Abdullah se déclara prêt à participer à une « conférence de la Table ronde » avec l'Inde pour régler les questions en suspens. En juin 1952 cette conférence eut lieu et en juillet un accord fut signé, à la suite duquel le Cheik Abdullah se rendit à New-Delhi, pour rencontrer P. Nehru et les représentants de l'opposition au Parlement Indien, dont trois leaders du Parti communiste de l'Inde. Assuré par une trêve relative de ce côté, le Cheik Abdullah força l'Assemblée Constituante du Cachemire d'abolir la monarchie et le 17 novembre 1952 fut nommé nouveau chef de l'Etat de Cachemire et de Jammu.

Au début de 1953, à la suite de la mort de Staline, l'amorce d'une nouvelle politique soviéto-chinoise de rapprochement avec l'Inde fut de plus en plus évidente. Dès lors, l'hostilité des communistes du Cachemire contre Nehru devait disparaître. Les intérêts des communistes et du Cheik Abdullak devenaient ainsi divergents. Le désaccord devint flagrant après les entretiens que le Cheik Abdullah eut avec Adlai Stevenson et quelques autres hommes politiques occidentaux à l'époque précise où les communistes soviéto-chinois engageaient le dialogue avec Nehru Alarmé par cette évolution du Cheik, le Parti communiste de l'Inde fit rédiger, fin juillet 1953, une résolution politique condamnant les dernières initiatives du Cheik qui déclarait : « Le *Comité central du Parti communiste de l'Inde constate que les promesses pour faire du Cachemire un Etat indépendant, protégé par l'O.N.U., par l'Inde et par le Pakistan, ont fait de sérieux progrès... La garantie des Nations-Unies signifie l'octroi des bases militaires aux Etats-Unis et la transformation de cette région stratégique dans une base de guerre de l'armée américaine. Ces mesures risquent de détruire les liens vitaux du Cachemire avec l'Inde, encourager les forces de réaction et leurs inspirateurs impérialistes contre lesquels le peuple du Cachemire a toujours lutté...*»

Cette même résolution formulait comme objectif principal des communistes l'adhésion du Cachemire à l'Union Indienne tout en lui réservant un statut particulier.

Les communistes du Cachemire furent obligés de se conformer à cette nouvelle ligne de conduite : la résolution communiste fut rendue publique le 2 août, ce qui donna au Cheik Abdullah l'occasion de demander à ses ministres communistes s'ils se considéraient comme solidaires de cette résolution. Sadiq et Dogra répondirent que leur communisme était d'ordre idéologique et que la discipline du Parti communiste de l'Inde ne les liait pas.

En réalité, ils étaient en train de changer de camp et de rallier les partisans de l'intégration du Cachemire à l'Inde, dirigés par Bakshi Gulam Mohammed. Le 9 août le dénouement se produit : le Cheik Abdullah fut renversé et arrêté; dans le nouveau gouvernement formé par les partisans de Bakshi et par les communistes, Sadiq tenait le Ministère de l'Education et de la Propagande, et Dogra celui des Finances.

Depuis lors ce tandem des nationalistes pro-indiens et des communistes ne cesse d'agir dans le sens de l'incorporation du Cachemire à l'Inde, tout en votant la solution proposée et suggérée par l'O.N.U., d'un plébiscite, conscients que la victoire du camp pro-indien est loin d'être assurée.

Cette position jouit du double appui de Nehru et de l'Union soviétique. Lors de leur voyage en Inde, Boulganine et Khrouchtchev firent une escale au Cachemire, où le président du gouvernement soviétique déclara que : « *Ce voyage aurait été incomplet sans une visite dans cette partie septentrionale de l'Inde.* » Or, tout le monde sait que le Cachemire est l'objet d'un litige entre l'Inde et le Pakistan; que les Nations-Unies n'arrivent pas à résoudre ce problème, à cause du refus obstiné de Nehru d'accepter un plébiscite. Le Cachemire n'est donc pas la « partie septentrionale de l'Inde ». Boulganine et Khrouchtchev n'ont cherché qu'à gêner le Pakistan, allié des Occidentaux, et à provoquer un rebondissement du conflit entre le Pakistan et l'Inde.

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8e).

Agriculture et industrie dans les terres soviétiques lointaines

L'ANNÉE 1955 s'est soldée en Turkestan par un grave échec agricole. A cause de la sécheresse, la récolte des céréales en Kazakhstan a été mauvaise. Les gelées de printemps et d'automne ont compromis la production du coton. S'il est vrai que le plan de livraison de cette plante a été réalisé pour 97 à 98 % en Uzbekistan et en Tadjikistan, la qualité de la récolte laissait à désirer : il s'agissait d'un coton pas encore mûr et abîmé par le froid.

Dans presque toutes les républiques les récoltes de pommes de terre, légumes, maïs ont été également insuffisantes; quant à la sélection des semences, elle est en régression.

On a récolté en Kazakhstan 28.500 tonnes de moins en 1955 qu'en 1953, et d'une qualité inférieure. Les sommes d'argent et le blé fournis aux kolkhozes ont été souvent volés ou gaspillés. La mortalité, les vols de bétail ont réduit le cheptel collectif; si le cheptel privé est en augmentation, c'est parce que les immigrés (ils sont plus de 300.000) ont importé des vaches. (Cf. *Kazakhstanskaïa Pravda,* 26-1-1956.)

C'est un problème grave que celui du coton. En Uzbekistan d'où provient la moitié du coton soviétique, l'eau a souvent manqué pour l'irrigation d'été. L'extension excessive de cette culture rend d'autre part impraticable tout assolement; après plusieurs années, le terrain est épuisé, les parasites et les microbes spécifiques du coton se multiplient et le rendement est en baisse.

Partout le dirigisme est un obstacle à l'agriculture; c'est ainsi que les présidents des kolkhozes, obligés d'avoir terminé leurs semailles dans un délai très court, les commencent trop tôt, quand le sol est encore boueux; les « graphiques » doivent avant tout être respectés et chacun s'y emploie : délégués des « Raikoms » et correspondants de presse. Ces emblavures prématurées ont donc en Kazakhstan des conséquences déplorables.

***

La sécheresse n'est pas la seule cause des mauvaises récoltes dans le Turkestan. Selon le *Kommouniste Tadjikistana* du 2 février 1956, dans les zones montagneuses de ces pays où les pluies ne sont pas rares, les rendements des céréales ne dépassent pas, par endroits, 2 à 3 quintaux/ha pour les oléagineux. L'élevage donne de mauvais résultats et l'état des M.T.S. est lamentable. Dans les sovkhozes, les machines et les pièces de rechange sont bien souvent volées...

Le plan de mise en culture des « terres en friche » semble compromis, bien plus encore qu'il y a un an. On ne peut l'abandonner en raison des capitaux investis, de la publicité faite au début de l'opération et de la situation critique des ressources alimentaires de l'U.R.S.S. L'enthousiasme s'est calmé; il est clair que l'entreprise ne se développera plus.

En Kazakhstan, où elle a déjà porté sur 18 millions d'hectares, on ne devait mettre en culture, en 1956, que 1.500.000 hectares, alors que l'on projetait, il y a un an, de mettre en exploitation 30 millions d'hectares. Par ailleurs, 700.000 hectares défrichés ont déjà été abandonnés.

Alors qu'en 1954 on se moquait des « sovkhozes nomades » qui se déplaçaient en quête de terres utilisables, il a fallu, depuis, prévoir l'assolement des terres en friches « pour que leur rendement ne diminue pas ».

On tend aujourd'hui, non à l'extension des cultures, mais à l'amélioration du rendement « afin que les récoltes de 1956 atteignent 2.300.000 quintaux (10 quintaux/ha) dont 1.000.000 sera destiné aux livraisons ». Le 26 janvier 1956, on pouvait lire dans la *Kazakhstanskaïa Pravda* cette déclaration en forme d'excuse : « *la sécheresse exceptionnelle a diminué la récolte, mais* 80 % *des livraisons du Kazakhstan proviennent des terres défrichées* ».

La superficie totale des terres récemment défrichées en U.R.S.S. (33.000.000 d'hectares dont 30.000.000 en « terres lointaines ») est, semble-t-il, une limite extrême.

***

Exploiter le sous-sol des terres en friche est la nouvelle théorie en vogue. Beaucoup de richesses minières sont encore insoupçonnées. On a découvert dans le Kazakhstan, dans la région de Koustanaï des gisements de minerai de fer qui seraient les plus riches du monde; ils sont à faible profondeur et la teneur en fer est la même que dans les mines d'Oural ou d'Ukraine : l'exploitation sera donc très rentable. On construit déjà un combinat en prévoyant un rendement annuel de 10.000.000 de tonnes de minerai de fer. Un peu plus au sud a été découvert un bassin houiller plus riche que celui de Karaganda (1), un peu plus loin, deux gisements de bauxite. Quant aux mines de Djezkazgane, elles contiennent le tiers des réserves de cuivre de l'Union Soviétique.

C'est cependant, si l'on en croit Khrouchtchev, la Sibérie qui représente la terre promise pour les mines et les usines. Le gouvernement soviétique veut peupler ces terrains miniers de 500.000 fermes, et vante, par la même occasion, la douceur du climat sibérien. S'agit-il d'expédier au loin une jeunesse turbulente? Les gisements découverts sont-ils d'une importance telle qu'ils nécessitent une pareille main-d'œuvre?

Le 23 mars 1956, la *Kazakhstanskaïa Pravda* était d'un enthousiasme très modéré et n'attribuait pas plus d'importance au bassin de charbon récemment découvert qu'à celui de Jarkoué, « oublié indûment ».

La Mongolie à son tour exploite son sous-sol. Dans la partie orientale du désert de Gobi s'est créée, depuis cinq ans, une importante industrie pétrolière (2). Dzoune-Baïn, la ville voisine, est dotée de larges rues et de beaux immeubles pourvus du chauffage central, de l'électricité et de l'eau courante...

(1) *Kazakhstanskaïa Pravda,* 2. III-1956.
(2) *Sov. Kirghisia,* 10, III-1956.

APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

BIBLIOGRAPHIE

LA DOCTRINE MILITAIRE SOVIÉTIQUE, par Raymond Garthoff. (Editions Plon, Paris.)

On vient de publier chez Plon la traduction de l'ouvrage que l'auteur américain Raymond Garthoff a consacré à l'armée soviétique.

Cette traduction, qui paraît deux ans après la publication de l'œuvre originale, conserve cependant tout son intérêt. Après avoir souligné toute l'importance qu'on accorde à l'armée en Union soviétique, l'auteur passe à l'étude de la doctrine militaire, tout en faisant remarquer la large part faite à l'emploi des moyens « en marge » de l'action des armées.

Ce livre détruit d'emblée toutes idées préconçues concernant la conception classique du « rouleau compresseur ». On sera frappé par l'abondance et le sérieux de la littérature militaire soviétique, qui diffère sensiblement suivant les milieux qu'elle prétend toucher. C'est ainsi que certaines revues sont exclusivement réservées aux cadres supérieurs.

La pensée militaire soviétique reste marquée par les méthodes et les traditions de l'armée tsariste. Elle doit également beaucoup aux auteurs allemands, particulièrement à Clausewitz, toujours considéré comme le « maître » par excellence; enfin, elle s'est encore enrichie récemment grâce à l'étude approfondie de la dernière guerre, qui fournit de nombreux enseignements profitables à toutes les armes.

On sera surpris de l'importance relativement réduite de l'idéologie communiste par rapport à l'étude de la science militaire proprement dite. Il semble qu'il s'agisse simplement d'un « credo » admis une fois pour toutes, qui, à l'usage interne, ne sert qu'à maintenir « l'esprit de lutte ».

Tout en gardant toute sa signification dans le domaine qui lui est propre, l'idéologie communiste n'est jamais cultivée au détriment de la préparation proprement technique des troupes.

L'ouvrage est antérieur à la conception de la guerre atomique utilisée sur le plan tactique et stratégique, mais tout permet de croire que l'armée russe, habituée à manœuvrer sur de grands espaces, tout en maintenant la liaison entre les diverses armes, n'aura aucune difficulté à s'adapter aux nouvelles formes de la guerre.

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première, l'auteur expose les principes fondamentaux de la doctrine militaire soviétique. Evoquant les apports idéologiques qui ont concouru à l'élaboration de la doctrine, il y distingue trois phases : celle du marxisme-léninisme, celle de la « science militaire stalinienne » et celle qui s'ouvre à la fin de la dernière guerre. Il en résulte que l'apport du marxisme fut peu à peu remplacé par une étude raisonnée de l'art militaire.

La première phase se caractérise par les multiples mutations qui affectèrent les cadres de l'ancienne armée et les commissaires politiques qui leur étaient adjoints. On ne peut nier que les difficultés rencontrées par les bolcheviks de la première heure pour consolider leur pouvoir sur un pays immense conférèrent à leur action un dynamisme extraordinaire dont l'armée rouge resta imprégnée; mais les militants qui dirigeaient l'armée n'avaient trouvé aucune doctrine militaire dans la littérature anticapitaliste; ils eurent donc recours à d'autres procédés, tels que l'organisation de bandes de partisans, l'emploi généralisé du sabotage, les ingérences et la subversion politiques. Ces procédés furent codifiés par la suite et on y a encore recours aujourd'hui pour préparer ou pour remplacer l'action de l'armée régulière.

La seconde phase correspond à la période post-révolutionnaire. C'est alors que furent étudiées et codifiées les expériences de la guerre civile. C'est à Staline qu'on attribuait, au temps où l'ouvrage fut écrit, l'énoncé des grands principes. En serait-il de même aujourd'hui? Quoi qu'il en soit, il est incontestable qu'on tira de ces expériences des enseignements féconds.

La troisième phase, la phase actuelle, prend naissance après la guerre. Il semble que Staline se soit assez rapidement désintéressé des questions militaires. Au début des hostilités, des insuffisances notoires apparurent dans la conduite générale de la guerre. Mais bientôt les leçons portèrent leurs fruits. Au dynamisme de la guerre civile et à ses méthodes vint s'ajouter l'expérience de la guerre moderne.

La doctrine militaire soviétique s'est réellement façonnée pendant la première partie de la guerre et fut appliquée durant la seconde, en se perfectionnant constamment.

⁂

Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur étudie l'application actuelle des principes militaires élaborés au cours des trois phases indiquées. C'est dans cette partie qu'il traite des problèmes spécifiquement militaires. Il met en lumière les particularités des conceptions soviétiques; il porte également un jugement sur la formation des chefs militaires russes.

Pour une grande part, les Russes ont réappris par eux-mêmes la science militaire et, dans une certaine mesure, ils sont sincères lorsqu'ils s'attribuent tant d'« inventions géniales ». De toutes manières, ils sont rapidement parvenus à un degré de maturité qui n'avait jamais été atteint auparavant.

Dans de nombreux domaines, leurs règlements militaires peuvent être comparés à ceux qui sont appliqués en Occident.

L'auteur s'étend peut-être un peu longuement sur les principes militaires soviétiques, qui sont les mêmes dans toutes les armées; mais le grand mérite de cet ouvrage est qu'il permet d'établir une comparaison avec les méthodes en usage en Occident et de déceler ainsi les particularités de l'Armée rouge. Parmi ces particularités, qui sont principalement d'ordre technique, citons la primauté donnée à l'offensive, la recherche systématique de la supériorité numérique pour toutes les opérations importantes (supériorité parfois de 4 à 5 contre 1), une grande mobilité dans la défensive, les offensives conjuguées sur plusieurs fronts qui permettent de vastes mouvements d'encerclement et l'anéantissement successif des forces adverses.

L'auteur met en parallèle cette méthode stratégique avec sa transposition sur le plan politique en temps de paix, qui consiste à neutraliser tour à tour les peuples faibles pour les subjuguer par la suite.

Dans une troisième partie, l'auteur traite de l'emploi des diverses armes. Très faibles au début des hostilités, elles étaient à la fin de celles-ci entièrement modernisées, parfaitement entraînées et surtout judicieusement utilisées. L'auteur re-

trace leur développement jusqu'en 1953, mais on sait qu'une importante modernisation des forces soviétiques est intervenue depuis lors.

Quelques citations illustreront les caractéristiques des diverses armes en U.R.S.S. :

— L'infanterie est toujours considérée comme la « reine »; elle est qualifiée de « tzaritsa du champ de bataille », sans que l'on sache si l'expression a été reprise de Napoléon. Le dernier règlement de 1945 confirme que toutes les autres armes agissent au profit de l'infanterie, qui joue le rôle principal. Les Russes ont fait la guerre avec des divisions d'infanterie d'un effectif moyen de 10.000 hommes, d'ailleurs tombé parfois beaucoup plus bas; mais le nombre d'hommes distraits du combat pour le ravitaillement demeure insignifiant, les services de l'arrière étant rudimentaires et le soldat russe en opération vivant très souvent sur le pays;

— Les autres armes — artillerie, blindés, aviation, etc. — très décentralisées au début des hostilités, ont fini par devenir, en grande partie, de puissants groupements agissant en force au bénéfice d'un nombre imposant de divisions d'infanterie actionnées sur une ou deux directions principales d'attaque. L'historique de la guerre permet également de constater que les Russes eux-mêmes se sont rendus compte avoir dépassé la mesure; ils se sont empressés de corriger cet excès. A ce propos, il faut signaler le mépris absolu des pertes lors de leurs grandes offensives, le seul souci du commandement étant de « saturer » le champ de bataille jusqu'à ce qu'il soit submergé. Un exemple récent de cette théorie soviétique n'a pas besoin d'être rappelé...;

— La tactique des chars a été particulièrement étudiée; elle consiste à « couper » le front de l'adversaire très profondément; de plus, chaque engin emporte une dizaine de fantassins qui tiendront le terrain;

— Enfin, l'emploi des partisans a été très poussé, soit comme élément de harcèlement, même de combat, soit pour la recherche de renseignements, souvent très lointains. Un « manuel du partisan » a été édité, abondamment diffusé. Chose assez curieuse, que l'auteur explique du fait du cours même des événements, l'emploi des aéroportés, que les Russes ont été somme toute les premiers à prévoir sur une vaste échelle déjà avant la guerre, ne s'est pas développé, peut-être aussi précisément en raison du pullulement des formations de partisans.

Signalons, enfin, qu'on peut trouver, en annexe de l'ouvrage, de précieuses indications sur l'organisation générale des forces soviétiques, ainsi qu'une riche documentation bibliographique et d'abondantes annotations qui constituent une excellente base d'étude.

⁂

GUÉRILLA ET CONTRE-GUÉRILLA, par le Général G. Aubry Dixon. Traduction française du Lt-Colonel A. Michelet (Charles Lavauzelle, Editeur). 1 vol. 200 pages, 800 francs.

SOUS ce titre un auteur anglais s'est attaché au problème d'une forme de la guerre qui a pris un énorme développement depuis qu'elle a été menée sur une vaste échelle derrière les armées allemandes en Russie. L'activité des partisans soviétiques a été telle qu'elle a permis d'en établir la doctrine. C'est précisément le but que s'est proposé l'auteur. Bien que les guérillas aient existé de tout temps et que leurs principes soient immuables dans leurs grandes lignes, jamais on n'en était venu à en codifier les procédés dans le détail, soit sous la forme d'un « Manuel du partisan » rédigé par les Russes, soit sous celle d'« Instructions précises de contre-guérilla » édictées par l'état-major allemand durant la dernière année de la guerre.

En outre, le changement le plus important survenu dans ce domaine consiste en ce que le commandement soviétique a dirigé et commandé l'activité des partisans ; il a veillé de plus à leur instruction et a constamment maintenu un contact étroit avec eux, d'ailleurs toujours par le canal du Parti communiste. Ainsi s'explique la grande efficacité qu'a acquise leur mouvement, très nettement supérieure aux résultats souvent sans lendemain des rébellions. Enfin sur le plan militaire, leurs opérations ont constamment été orientées en liaison intime avec celles de l'armée rouge.

L'auteur dévoile qu'avant la guerre les Russes n'avaient aucunement songé à préparer l'activité des partisans pour la bonne raison qu'ils n'envisageaient pas un repli aussi profond que celui auquel ils furent contraints. Par contre, ils avaient installé de nombreux réseaux d'espionnage dans tous les pays du monde et surtout en Europe. Dès le 22 juin 1941, de vingt à trente postes émetteurs de radio clandestins leur transmirent des renseignements. Mais, peu à peu, dans les régions évacuées s'organisèrent des bandes formées en grande partie de soldats russes dont les unités avaient été encerclées, mais qui eux-mêmes avaient pu échapper à la captivité.

Très vite, l'état-major soviétique comprit tout le parti qu'il pouvait en tirer, à la fois comme combattants sur les arrières de l'ennemi, et comme agents de renseignements de première valeur. L'auteur prétend que la doctrine de leur emploi, élaborée hâtivement par les soviétiques, a été puisée à une source chinoise. En effet, Mao Tsé Toung avait publié en 1937 une brochure intitulée « *La guerre de guérilla* », ainsi que d'autres écrits sur le même sujet, qui tous ont fixé d'une manière très précise les procédés à employer contre les Japonais; ceux-ci, comme on le sait, ne vinrent jamais à bout de l'insurrection larvée des Chinois et plus particulièrement de celle qu'animaient les communistes.

Enfin, la contre-guérilla organisée par les Allemands dans les régions qu'ils occupaient en Russie, eut peu de succès ; mais elle ne fut réellement mise au point qu'après plus de deux années de pénibles expériences durant lesquelles une quinzaine de divisions furent distraites du front.

L'intention de l'auteur tend aussi bien à étudier la guérilla qu'à édifier une doctrine de contre-guérilla. Celle-ci devient d'une utilité évidente maintenant qu'apparaissent, ou pourront apparaître, des foyers de troubles et de révoltes, pour ainsi dire scientifiquement organisés, et dont les méthodes sont soigneusement mises au point et toujours perfectionnées.

J. P.

LES SOCIALISTES NORVÉGIENS RÉPONDENT AUX SOVIETS

En ce qui les concerne, les socialistes norvégiens ont compris la manière dont il convient de répondre aux manœuvres soviétiques. Dans l'intervalle de quelques jours, ils ont, en tant que parti, refusé l'invitation du Parti communiste soviétique de nouer entre eux des relations de parti à parti (il n'y a aucun point commun entre le Parti socialiste norvégien et le parti communiste soviétique, ont-ils répondu); responsables de la politique du pays (le premier ministre est un socialiste), ils ont mis fin à l'invasion insidieuse des eaux territoriales norvégiennes par la flotte de pêche soviétique (qui préparait les voies d'une flotte plus importante) en confisquant les bateaux et en emprisonnant quelque huit cents marins et pêcheurs.

Résultat : le gouvernement soviétique s'est excusé.

Actualités d'Est en Ouest

ALLEMAGNE SOVIETIQUE

PAR circulaire secrète n° 49/55 les sections de police judiciaire (Kriminalpolizeiabteilungen) de la police populaire ont reçu l'ordre de créer des réseaux propres d'informateurs. Ceux-ci, selon la circulaire, devront être recrutés parmi des criminels auxquels sera garantie « l'indulgence » policière.

Depuis janvier 1956 ont commencé aux écoles de police d'Arnsdorf et de Berlin-Rahnsdorf des cours spéciaux pour fonctionnaires de police judiciaire pour leur enseigner comment recruter et manier de tels informateurs.

Remarquons que la police judiciaire a pris en même temps en charge la poursuite des infractions politiques mineures (punies de peines de six ans d'emprisonnement au maximum), le S.S.D. (S.S.D. = Staatssicherheitsdienst : service de la sûreté de l'Etat, ministère placé sous l'autorité de Wollweber) se réservant les infractions politiques graves... Il est donc possible d'affirmer que la police judiciaire de l'Allemagne soviétique est devenue une « petite police politique ».

⁂

Où en est la constitution de l'armée populaire nationale en Allemagne soviétique (Nationale Volksarmee = N.V.A.)? Selon les dernières informations recueillies, il n'y aurait pas eu jusqu'ici (mai 1956) de formation d'unités militaires nouvelles. Les effectifs actuels de la N.V.A. ne sont rien d'autre que 50 % des effectifs de la police encasernée (K.V.P. = Kasernierte Volkspolizei) rebaptisée « armée », et plus particulièrement :

— l'état-major de la K.V.P. et ses services administratifs à Strausberg et à Berlin-Niederschoenweide;

— toutes les unités spéciales aux ordres directs de l'état-major;

— l'état-major de la police de l'air et de la police maritime;

— l'état-major des corps d'armée Nord et Sud;

— les états-majors des divisions K.V.P. Schwerin, Eggesin, Prenzlau, Dresde, Halle, Erfurt et Potsdam;

— la division K.V.P. Potsdam en entier;

— la division K.V.P. Dresde partiellement (six régiments);

— la division K.V.P. Prenzlau partiellement (cinq régiments).

Il est prévu que toutes les unités de la K.V.P. seront « intégrées » dans la N.V.A. au 15 juillet 1956.

U.R.S.S.

LA concentration de la production par regroupement des kolkhozes continue en U.R.S.S. Dans son grand rapport du 3 septembre 1953, N. Khrouchtchev déclarait que « le système agricole socialiste » englobait en U.R.S.S., au moment où il parlait, « 94.000 kolkhozes, 8.950 stations de machines et tracteurs et plus de 4.700 sovkhozes ».

D'après un article de T. Koval, paru dans *Voprossy Ekonomiki* (mars 1956) sous le titre « *L'agriculture socialiste dans le sixième quinquennat* », on comptait en U.R.S.S., au début de cette année, près de 87.000 kolkhozes, plus de 9.000 stations de machines et tracteurs et plus de 5.000 sovkhozes.

En trois ans, le nombre des kolkhozes a diminué de 7.000, soit de plus de 7 %.

L'accroissement du nombre des sovkhozes (300) est dû au défrichage des « terres vierges ».

CARELIE FINLANDAISE

SELON certaines informations émanant d'Helsinki, la diplomatie soviétique ne resterait pas inactive dans l'Europe du Nord-Est. La récente restitution de Porkkala à la Finlande ne constituerait pas un acte isolé, mais marquerait le début d'une révision de la politique de l'U.R.S.S. en cette partie de l'Europe. La Carélie finlandaise, incorporée à l'U.R.S.S. en 1944, serait notamment rendue à la Finlande, tandis que les trois Etats baltes passeraient du régime de « provinces soviétiques » à celui de « démocraties populaires ».

Un indice récent vient apporter un semblant de confirmation à la première de ces hypothèses : la question de la Carélie, sur laquelle chacun faisait jusqu'ici silence en Finlande, a été abordée pour la première fois ouvertement dans la presse et dans des manifestations publiques. L'Union des Caréliens, association qui groupe environ 400.000 Finlandais de Carélie réfugiés à l'Ouest après l'annexion, a voté une résolution invitant le gouvernement de Helsinki à engager des pourparlers avec celui de Moscou, en vue d'obtenir la restitution de cette province.

Or, contrairement à ce qui se serait inévitablement passé il y a quelques mois, le gouvernement finlandais n'est pas intervenu pour réprimer cette manifestation nuisible à la politique officielle de bon voisinage avec l'U.R.S.S., et l'ambassade soviétique elle-même n'a élevé aucune protestation.

Un tel fait est d'autant plus remarquable qu'il rappelle la façon dont Porkkala a été rendue. Quelques mois avant la restitution de la presqu'île, rompant le silence qu'il était jusqu'alors de rigueur d'observer sur cette question, le quotidien d'Helsinki *Helsingin Sanomat*, que dirige l'ancien ministre des Affaires étrangères Eljas

LE CONGRÈS DES MUSULMANS TRANSCAUCASIENS

Les 15 et 16 mars 1956 s'est tenu à Bakou un congrès des musulmans de Transcaucasie, auquel participaient de nombreux délégués des musulmans du Moyen-Orient, de Sibérie, de Russie d'Europe et du Daghestan. Le journal azerbaïdjanais *Bakinskii Rabotchii* du 18 mars a publié cette nouvelle en ajoutant que le congrès avait élu un nouveau Cheïk, le Cheïk Movsoume, né en 1882 et membre du Comité pour la Défense de la Paix, ainsi qu'un Bureau directeur comprenant dix personnes. Le congrès a lancé, comme il se doit, un appel à tous les musulmans pour la défense de la paix...

Depuis cinq ans, aucune nouvelle de ce genre n'avait été publiée par les journaux des pays musulmans de l'Union soviétique.

Erkko, écrivait : « *Il y a deux sortes de bases : celles qui ont été concédées librement, et celles qu'on a créées contre la volonté du pays où elles sont installées. Porkkala fait partie de la dernière catégorie... L'U.R.S.S., appliquant une politique d'amitié à l'égard de la Finlande et celle-ci faisant de son mieux pour renforcer les relations amicales entre les deux pays, il serait sans doute opportun de procéder à une révision de ce problème...* »

Quelques mois après, Porkkala était rendue. La manifestation des Caréliens finlandais peut donc être considérée comme de bon augure. Il n'en coûterait guère aux Soviets de rendre la Carélie à la Finlande. Mais l'effet de propagande qu'ils en tireraient serait considérable.

TURKMENISTAN

La *Turkmenskaïa Iskra* du 15 février 1956 énumérait les prouesses de la garde-frontière dans la guerre contre les Basmatches et les bandes armées venues d'Iran en 1931, et ajoute : « *A l'heure actuelle, le rôle de la garde-frontière est plus important encore. Tandis que l'Union soviétique lutte pour la paix, les impérialistes anglo-américains, enragés par les succès de l'U.R.S.S., tentent de poursuivre leur politique de force et consacrent des moyens financiers énormes au travail subversif dans les pays démocratiques...*

« *... Il faut aussi tenir compte de la participation de l'Iran au pacte agressif de Bagdad dirigé contre notre pays. C'est pourquoi les gardes-frontière, conscients de leurs devoirs, redoublent de vigilance en luttant avec un courage farouche et en opposant aux tentatives de l'ennemi une barrière infranchissable... Ces jours-ci, un groupe important de soldats et d'officiers qui se sont distingués dans la protection de la frontière ont été décorés...*

« *... Les soldats bénéficient de l'aide active des frontaliers. Récemment un kolkhozien a été blessé d'une balle par un individu qui tentait de passer clandestinement en Iran... Il faut s'emparer des espions et des guerilleros qui veulent pénétrer en U.R.S.S....* »

Même son de cloche dans le *Bakinskii Rabotchii* (journal d'Azerbaïdjan) du 14 février : « *... Les dirigeants réactionnaires du camp impérialiste continuent à s'armer... Depuis qu'elle existe, la garde-frontière s'emploie à combattre les Dachkanes* (1) *et les Moussavetistes* (2). *Elle a réprimé les provocations des fauteurs de guerre, en* 1938 *en Khasane et en* 1939 *à Khalkine-Golé. Depuis la guerre, elle veille héroïquement sur les frontières...*

« *... La garde-frontière est aidée par les civils; paysans et gardes-frontière ont maintes fois fait la preuve de leur courage en s'unissant pour capturer et liquider les bandes de transfuges, de bandits ou d'espions.* »

Ces articles étaient publiés au moment où l'on célébrait le trente-cinquième anniversaire de la fondation de la garde-frontière. S'ils s'en prennent aux abominables Occidentaux, ce n'est pas — semble-t-il — en raison d'une campagne de propagande concertée : dans les autres républiques soviétiques, à la même époque, la tendance n'était pas spécialement à l'agressivité.

***

● Le Tadjikistan a reçu, depuis 1953, 200 visiteurs groupés en 23 délégations de divers pays. « Les membres de la *délégation algérienne* ont été émerveillés par les progrès culturels réalisés dans notre pays », déclare le *Kommouniste Tadjikistana* du 21 mars 1956. De nombreux citoyens du Tadjikistan se sont, de même, rendus à l'étranger.

● Trois professeurs de médecine de Moscou se sont rendus par avion à Kaboul, capitale de l'Afghanistan, invités par le recteur de l'Université de cette ville, afin d'y enseigner la médecine, annonce la *Pravda Vostoka* du 4 avril 1956.

● Le P.C. d'Azerbaïdjan comptait au 1er janvier 1956 119.774 membres et 6.829 postulants, parmi lesquels 19,4 % d'ouvriers et 20,3 % de kolkhoziens. Depuis le précédent Congrès du P.C. azerbaïdjanais, 6.297 membres nouveaux seulement se sont inscrits. Un appel est lancé dans le but d'accélérer le recrutement. (*Babinskii Rabotchii*, 27 janvier 1956.)

---

(1) Il s'agit vraisemblablement des membres de l'organisation révolutionnaire arménienne *Dachnaktzutune*, créée en 1905.

(2) Organisation politique musulmane.

Association d'Études
et d'Informations Politiques Internationales

86, Boulevard Haussmann — PARIS 8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 2.000 francs pour six mois et 4.000 francs pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs pour un an et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le numéro : 150 Francs

FÉDÉRATION DU LIVRE C.G.T. F.O. L'EMANCIPATRICE, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry Paris-15e. — 26449-656
Le Directeur de la Publication : M. COQUET, 86, boulevard Haussman (8e).